



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Novembre 2021

L'INTERVENTION FRANÇAISE AU SAHEL ET L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE DE CONTRE-INSURRECTION

Dr Michael Shurkin

Analyste à 14° North Strategies

ÉTUDE – n° 90



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



L'INTERVENTION FRANÇAISE AU SAHEL ET L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE DE CONTRE-INSURRECTION

Dr Michael Shurkin

Analyste à 14° North Strategies

Traduit de l'anglais par Maxime Chervaux

Pour citer cette étude

Michael Shurkin, *L'intervention française au Sahel et l'évolution de la doctrine de contre-insurrection*, Étude 90, IRSEM, novembre 2021.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-155498-6

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

89. *Observatoire de la génération Z*
Anne MUXEL
88. *Le ministère des Armées face à l'agenda Femmes, paix et sécurité – Évolution des approches et défis de mise en œuvre*
Camille BOUTRON
87. *Les Groupes djihadistes au Sahel : Une communication globale à l'épreuve des réalités locales*
Marc-Antoine PÉROUSE DE MONTCLOS
86. *Defence cooperation in the 21st century*
Camille MOREL & Friederike RICHTER (eds)
85. *L'Influence sécuritaire chinoise à Singapour*
Éric FRÉCON
84. *Innovation technologique du secteur Aérospatial et Défense – Une approche comparative par les brevets*
Cécile FAUCONNET
83. *Le Lion, l'Ours et les Hyènes : Acteurs, pratiques et récits de l'influence informationnelle en Afrique subsaharienne francophone*
Maxime AUDINET
82. *L'Enjeu du soldat augmenté pour les puissances démocratiques : Les États-Unis à l'heure du choix*
Pierre BOURGOIS
81. *La Coopération sécuritaire et judiciaire en Afrique de l'Ouest face au défi de la lutte contre les groupes armés jihadistes*
Antonin TISSERON
80. *L'Arabie saoudite : le pari sur la jeunesse de Mohammed Bin Salman*
Fatiha DAZI-HÉNI

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directrice adjointe

Marjorie VANBAELINGHEM

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2021 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), créé en 2009, appartient au ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Espace euratlantique – Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et menaces hybrides mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Michael Shurkin est analyste à 14° North Strategies après avoir été politologue senior à la RAND Corporation, où il a beaucoup écrit sur la doctrine et les opérations militaires françaises, ainsi que sur le conflit au Mali et la réforme du secteur de la sécurité. Il est l'auteur ou le coauteur de *France's War in Mali* (2014), *Achieving Peace in Northern Mali* (2015), *Mali's Next Battle* (2017), et *Building Armies, Building Nations* (2017), entre autres ouvrages. En 2019, il a participé à un échange avec le centre de doctrine de l'armée française. Avant de rejoindre la RAND, le Dr Shurkin a été analyste politique au sein de la Central Intelligence Agency. Il est titulaire d'un doctorat en histoire de l'Europe moderne de l'université de Yale et a étudié à l'École des hautes études en sciences sociales et à l'université de Stanford.

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
INTRODUCTION.....	13
L'HISTOIRE DE LA GUERRE CONTRE-INSURRECTIONNELLE FRANÇAISE.....	19
La construction d'empire à la Belle Époque et les origines de la guerre axée sur la population.....	19
De la doctrine coloniale à la lutte contre-insurrectionnelle : Indochine et Algérie.....	23
Vers une approche postcoloniale : le Tchad comme prototype.....	38
L'Afghanistan, l'Irak et la révision de la doctrine COIN par l'armée française ...	43
La doctrine française actuelle de contre-insurrection (COIN).....	49
OPÉRATION BARKHANE : COMMENT LES FRANÇAIS MÈNENT UNE CAMPAGNE CONTRE-INSURRECTIONNELLE.....	55
CONCLUSION.....	65

RÉSUMÉ

La critique des opérations militaires françaises dans la région du Sahel en Afrique soulève des questions sur l'héritage de l'armée française en matière d'opérations coloniales et de contre-insurrection (COIN) et sur sa pertinence aujourd'hui. L'armée française est l'héritière de pratiques et de doctrines issues des opérations coloniales du XIX^e siècle et de la guerre froide. Les caractéristiques communes des approches françaises sont une diminution de la focale sur les opérations militaires et la nécessité d'une approche centrée sur la population qui met l'accent sur les actions économiques, psychologiques et politiques destinées à consolider la légitimité de l'ordre politique colonial. Après la fin de la guerre d'Algérie en 1962, les Français ont maintenu certaines de ces pratiques tout en s'adaptant lentement au contexte politique postcolonial. L'opération Barkhane, qui a débuté en 2014, reflète cette nouvelle doctrine, c'est-à-dire que les militaires français se concentrent sur la sécurité laissant à d'autres le travail politique. Dans ce contexte, dans quelle mesure la doctrine COIN est-elle toujours valable ?

INTRODUCTION

La décision annoncée en juin 2021 par le président de la République, Emmanuel Macron, de mettre un terme à l'opération militaire française au Sahel (Barkhane) deux mois après celle du président des États-Unis, Joseph Biden, de retirer les troupes américaines d'Afghanistan, semble mettre en question la capacité des pouvoirs occidentaux à stabiliser les États fragiles et la viabilité des doctrines militaires comme la doctrine de contre-insurrection (COIN). Dans le cas français, le général François Lecointre, alors chef d'état-major des armées et plus haut gradé des généraux français, a lié explicitement le sort de la guerre au Sahel à la doctrine COIN quand il a expliqué à l'Assemblée nationale, le 13 janvier 2020, que l'armée savait ce qu'elle faisait au Sahel parce qu'elle s'appuyait sur l'héritage de la doctrine de l'ère coloniale, incarnée par les généraux Joseph Gallieni et Hubert Lyautey¹. Ces hommes ont fait carrière dans la conquête et la « pacification » de l'empire colonial français en Indochine et en Afrique au XIX^e et au début du XX^e siècle. Leurs idées ont servi de base aux développements doctrinaux des années 1940 et 1950, lorsque les guerres coloniales se sont transformées en campagnes de contre-insurrection, et la doctrine coloniale est devenue une doctrine de contre-insurrection (COIN), dont les Américains ont manifestement voulu appliquer une variante en Afghanistan et en Iraq.

Malgré la confiance affichée par le général, des questions se posent à propos de la conduite de la guerre au Sahel et de la pertinence de l'héritage colonial pour l'armée française contemporaine. La valeur de la doctrine COIN à la française au Sahel est loin d'être évidente, et en tout cas il reste à déterminer dans quelle mesure l'armée de terre s'inspire vraiment de son héritage colonial. Certains experts, hostiles à Barkhane, émettent des appréciations sur l'intervention française qui suggèrent

1.. « [Général d'armée François Lecointre – Audition Assemblée nationale](#) », *Sabre-et-Esprit*, 23 janvier 2020.

qu'on est loin des propos de Gallieni et Lyautey. Ils estiment que Barkhane se focalise trop sur la sécurité, ce qui est le contraire de la vision gallienienne. D'ailleurs, l'expert américain Alex Thurston a affirmé que « la politique française semble manquer de vision au-delà de la théorie selon laquelle il suffit de tuer suffisamment de terroristes et d'entreprendre suffisamment de projets de développement pour éliminer la présence djihadiste² ». Le Canadien Bruno Charbonneau a contesté l'application par la France de « l'approche globale », un terme ancré dans la tradition coloniale, qu'il associe à des actions ayant un impact négatif sur la politique et la société maliennes³. D'autres experts régionaux comme Yvan Guichaoua et Nathaniel Powell sont troublés par la répétition de politiques et de pratiques qui, selon eux, ont davantage contribué à déstabiliser la région depuis la décolonisation dans les années 1960⁴. Il se peut que l'armée n'applique pas la doctrine COIN, ou qu'elle l'applique mal. À moins que la doctrine elle-même soit une source de problèmes.

En tant que personne ayant suivi de près le Sahel pendant plus d'une décennie, j'ai tendance à être d'accord avec les auteurs cités ci-dessus. Cependant, en tant que personne qui étudie également l'armée française et la doctrine militaire française ainsi que la doctrine COIN, je ne peux m'empêcher de remarquer que toutes les opinions ci-dessus, y compris celle du général Lecointre, reflètent des préconceptions sur l'héritage colonial et de la guerre froide de la doctrine militaire française contemporaine, ainsi que des préconceptions concernant la politique française actuelle au Sahel. Cela soulève alors d'autres questions : Que font les Français ? Quelle doctrine appliquent-ils ?

2. Alex Thurston, « [France Should Give Mali Space to Negotiate with Jihadists](#) », *War on the Rocks*, 16 avril 2020.

3. Bruno Charbonneau, « [Sahel : la gouvernance contre-insurrectionnelle](#) », *BulletinFrancoPaix*, 5:1, janvier 2020, p. 3-6.

4. Yvan Guichaoua, « [The Bitter Harvest of French Interventionism in the Sahel](#) », *International Affairs*, 96:4, 2020, p. 895-911 ; Nathaniel K. Powell, « [Battling Instability? The Recurring Logic of French Military Interventions in Africa](#) », *African Security*, 10:1, 2017, p. 47-72.

L'objectif de cette étude est d'explorer la doctrine et les pratiques contre-insurrectionnelles de l'armée française telles qu'elles ont évolué depuis leurs origines au XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui. Je souhaite examiner la stratégie française au Sahel, et plus particulièrement l'opération Barkhane, à la lumière de l'évolution de la doctrine et des pratiques françaises. Une grande partie de l'histoire de la guerre contre-insurrectionnelle française est connue des Américains en raison de l'intérêt qu'ils lui ont porté après 2003, lorsqu'ils l'ont considérée comme un modèle pour leurs propres opérations anti-insurrectionnelles⁵. Il y a cependant certains aspects que les Américains ont négligés et, en tout cas, l'évolution de la doctrine française après la fin de la guerre d'Algérie en 1962 est largement inconnue aux États-Unis. Les différences entre la doctrine française coloniale/guerre froide et ses variantes post-Algérie se résument au fait que la doctrine COIN, de Gallieni à David Galula, était un outil colonial. L'objectif était de rester, de gouverner. La doctrine COIN contemporaine est postcoloniale. L'objectif n'est pas de rester mais, au contraire, de partir le plus vite possible. On fait d'ailleurs la publicité de son caractère éphémère. Dans le premier cas, un pays intervient militairement dans un territoire sous sa souveraineté pour consolider sa propre légitimité. Dans le second cas, un pays intervient dans un autre pays qui n'est pas sous sa souveraineté pour l'aider à renforcer sa propre légitimité – ou plus abstraitement, pour renforcer la légitimité d'un processus politique tout en restant officiellement neutre par rapport à l'issue de ce processus.

La doctrine COIN française pendant la période coloniale promouvait l'idée d'une « approche globale » : la violence n'était qu'une petite partie de l'ensemble des activités que les armées intervenantes entreprenaient pour séduire les cœurs et les esprits. Cependant, la force postcoloniale – comme celle que

5. Pour un commentaire critique sur l'adoption par les Américains de la COIN française, voir Gian Gentile, *Wrong Turn: America's Deadly Embrace of Counter-insurgency*, New York, The New Press, 2013. Comme le note Gentile, les Américains ont également puisé dans l'histoire et la doctrine britanniques et, bien sûr, dans l'expérience américaine au Vietnam.

la France a déployée au Sahel – choisit de s'effacer et de laisser la nation hôte conduire, c'est-à-dire d'entreprendre (ou non) un grand nombre d'actions non liées aux opérations de combat qui pourraient apporter le succès. Cela signifie que, proportionnellement, la force d'intervention se concentre beaucoup plus sur la violence. Elle conduit aussi inévitablement à des tensions entre la force intervenante et le pays hôte, comme on l'a vu récemment entre Paris et Bamako. Enfin, il existe un élément d'auto-destruction dans de nombreuses interventions postcoloniales, un élément que Charbonneau, Powell et Thurston documentent. La contre-insurrection, selon la doctrine française passée et présente, requiert une certaine forme de transformation politique au sein de la nation hôte, étant entendu que le *statu quo ante* est ce qui a engendré l'insurrection en premier lieu. Cependant, les interventions postcoloniales ont eu tendance à rétablir le *statu quo ante* et à libérer les régimes problématiques de la pression de la réforme.

L'opération Barkhane est principalement axée sur les opérations de combat, bien que les militaires français insistent sur le fait qu'ils appliquent une approche globale. Cela ne signifie pas pour autant que la France a abandonné l'approche globale mais que les militaires ont abandonné bon nombre des rôles qu'une force coloniale aurait assumés. À la place, les agences civiles françaises et leurs partenaires internationaux prennent en partie le relais (avec une efficacité discutable et des moyens peut-être insuffisants). Peut-être plus important encore, la France essaye de laisser à la nation hôte la plupart des responsabilités pour promouvoir sa propre légitimité et mener à bien certains processus politiques. Il s'agit notamment de la mise en œuvre de l'accord d'Alger de 2015 (c'est-à-dire le « processus d'Alger ») et de la transition politique qui a suivi la démission du président malien Ibrahim Boubacar Keïta. Sans surprise, la France est souvent en désaccord avec ses partenaires sahéliens. Les progrès des efforts français, parce qu'ils sont si dépendants de ces partenaires, sont voués à décevoir ceux qui cherchent des résultats rapides.

Cette étude s'articule en deux parties. La première est une vue d'ensemble de la doctrine et des pratiques

contre-insurrectionnelles françaises du XIX^e siècle à Barkhane. Je ferai la distinction entre la doctrine et la pratique parce que, naturellement, les armées n'appliquent pas toujours les recommandations des manuels, et parce que l'une comme l'autre constituent l'héritage de l'armée française. Je m'appuierai sur des histoires secondaires, des publications doctrinales françaises primaires, et des entretiens avec des officiers d'hier et d'aujourd'hui.

La deuxième partie examine de près la campagne française au Sahel, l'opération Barkhane. Mes sources, là encore, sont mixtes : des rapports secondaires, quelques entretiens, et une collection d'environ 1 000 rapports quasi quotidiens publiés sur internet par les militaires français de 2016 à mars 2020. S'il existe des preuves de l'ADN colonial dans les opérations contemporaines, des éléments compensatoires indiquent que les continuités reliant le présent aux cas historiques sont largement superficielles. En effet, cette étude constate que l'héritage colonial est moins significatif qu'on a pu le penser.

L'HISTOIRE DE LA GUERRE CONTRE-INSURRECTIONNELLE FRANÇAISE

Le récit standard de la doctrine COIN française se concentre soit sur la doctrine coloniale de Gallieni et Lyautey, soit sur la doctrine de l'ère de la guerre froide associée aux guerres d'Indochine (1945 à 1954) et d'Algérie (1954 à 1962) et à des hommes comme David Galula, Jacques Hogard et Roger Trinquier. Une troisième génération de doctrine COIN française s'est dessinée au XXI^e siècle en réponse aux guerres d'Afghanistan et d'Irak, ce qui a incité les officiers français à dépoussiérer la doctrine de l'époque indochinoise et à la mettre à jour. Chaque génération de la tradition contre-insurrectionnelle française mérite d'être discutée, car les différences sont aussi notables que les similitudes. Dans chaque cas, ce qui est considéré comme une « doctrine » est souvent plus précisément décrit comme des « mythes » ou des « représentations » concernant les approches et l'expérience de l'armée française. Il s'agit d'histoires que les officiers de l'armée française se racontent à eux-mêmes, ou de l'image qu'ils se font de leurs prédécesseurs.

LA CONSTRUCTION D'EMPIRE À LA BELLE ÉPOQUE ET LES ORIGINES DE LA GUERRE AXÉE SUR LA POPULATION

Les racines de la doctrine COIN française du XIX^e siècle remontent au maréchal Thomas Robert Bugeaud, qui a gagné l'Algérie pour la France en réprimant une insurrection majeure dans les années 1840¹. Bugeaud était hostile au libéralisme dominant du gouvernement de la France orléaniste et se plaignait à défendre publiquement les atrocités commises par ses

1. Une discussion complète sur Bugeaud est fournie par Anthony Thrall Sullivan, *Thomas-Robert Bugeaud, France and Algeria, 1784-1849: Politics, Power, and the Good Society*, Hamden, CT, Archon Books, 1983. Les histoires de la période coloniale de Charles-Robert Ageron et les vieux mais toujours bons ouvrages de Claude Martin sont également instructifs.

lieutenants. Il faisait activement campagne pour la déportation de l'importante population juive d'Algérie vers une mort probable (« Après avoir été des parasites, ils seront des traîtres² », assurait-il au ministre de la Guerre en 1842). Sa principale contribution à la lutte anti-insurrectionnelle réside toutefois dans sa compréhension du peuple comme véritable centre de gravité d'une guerre contre les insurgés – une idée qui n'allait pas de soi pour un vétéran des guerres napoléoniennes, où la recherche d'une bataille décisive était primordiale.

Bugeaud avait adopté deux méthodes. La première était la *razzia*, c'est-à-dire un raid rapide mené par des troupes légères et mobiles, en imitation présumée des méthodes de guerre indigènes³. La *razzia* était centrée sur la population en ce sens qu'elle ne servait aucun objectif militaire autre que de terroriser les civils – contrairement à l'accent mis par Napoléon sur la destruction de l'armée de l'adversaire. L'autre était le réseau des Bureaux arabes, qui a commencé en Algérie dans les années 1830 mais s'est développé de façon considérable sous Bugeaud dans les années 1840⁴. Ancêtres des actuelles équipes provinciales de reconstruction, les bureaux plaçaient un officier et un sous-officier français, appuyés par une force de troupes indigènes, au sein des communautés locales. Les officiers des bureaux apprenaient souvent l'arabe et devenaient intimes avec les gens parmi lesquels ils vivaient. Ils représentaient le gouvernement colonial, fournissaient certains services et recueillaient des renseignements⁵.

2. Marshal Thomas Robert Bugeaud, « Lettre du Maréchal Bugeaud au Ministre de la Guerre », 13 mai 1842, Archives nationales d'Outre-mer, 2EE1. Pour plus de détails sur Bugeaud et les juifs, voir Michael Shurkin, « [French Liberal Governance and the Emancipation of Algeria's Jews](#) », *French Historical Studies*, 33:2, 2010, p. 259-280.

3. Thomas Rid, « [Razzia: A Turning Point in Modern Strategy](#) », *Terrorism and Political Violence*, 21:4, 16 septembre 2009, p. 617-635 ; Thomas Rid, « [The Nineteenth Century Origins of Counterinsurgency Doctrine](#) », *The Journal of Strategic Studies*, 33:5, 2010, p. 731-735.

4. Rid, « The Nineteenth Century Origins of Counterinsurgency Doctrine », *op. cit.*, p. 735-743.

5. Les historiens ont associé les Bureaux arabes à certaines idéologies modernistes du XIX^e siècle ainsi qu'au projet d'établir des hiérarchies raciales au sein de la colonie. Voir, par exemple, Patricia M. E. Lorcin, *Imperial Identities:*

L'étape suivante a été franchie par Gallieni et Lyautey à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Ils ont introduit le concept de « pacification », qui se distinguait de la terreur et l'intimidation des populations locales chères à Bugeaud. Bien entendu, toute discussion sur leurs contributions doit tenir compte du fait qu'ils n'ont pas toujours fait ce qu'ils ont dit. Douglas Porch, dans sa précieuse étude sur la conquête du Maroc par Lyautey, documente la brutalité de ses méthodes et soutient que son but était de tromper le public en masquant la réalité des opérations coloniales sous une façade relativement humaine⁶.

Gallieni et Lyautey ont néanmoins développé l'idée d'une stratégie centrée sur la population. Cette approche vise à protéger et à rallier celle-ci en limitant la violence au profit d'une action « politique » destinée à gagner ce que l'on appellera plus tard « les cœurs et les esprits⁷ ». En 1898, Gallieni a exposé certaines de ses idées dans un « ordre général » qui sera repris non seulement par Lyautey en 1900 mais aussi par l'armée française en 2007 dans sa publication doctrinale *Gagner la bataille, conduire à la paix* :

Un pays n'est pas conquis et pacifié quand une opération militaire y a décimé les habitants et courbé toutes les têtes sous la terreur ; le premier effroi calmé, il germera dans la masse des ferments de révolte que les rancunes accumulées par l'action brutale de la force feront croître [...] Le meilleur moyen pour arriver à la pacification est d'employer l'action combinée de la force et de la politique. Il faut nous rappeler que nous ne de-

Stereotyping, Prejudice and Race in Colonial Algeria, Londres, B. Tauris Publishers, 1995 ; Patricia M. E. Lorcin, « The Soldier Scholars of Colonial Algeria. Arabs, Kabyles and Islam: Military Images of France in Algeria », dans David C. Gordon, L. Carl Brown et Matthew Gordon (eds), *Franco-Arab Encounters, Studies in Memory of David C. Gordon*, Beyrouth, Université américaine de Beyrouth, 1996, p. 128-250.

6. Douglas Porch, *The Conquest of Morocco: The Bizarre History of France's Last Great Adventure, the Long Struggle to Subdue a Medieval Kingdom by Intrigue and Force of Arms, 1903-1914*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1982.

7. General Hubert Lyautey, *Du rôle colonial de l'armée*, Paris, Armand Colin, 1900.

vons détruire qu'à la dernière extrémité, et, dans ce cas encore, ne détruire que pour mieux bâtir⁸...

Gallieni a développé le concept de « tache d'huile ». Les forces sécurisent des zones spécifiques et s'efforcent d'y avoir un effet positif sur la population, en élargissant progressivement chaque « tache » au fil du temps⁹. Lyautey a ajouté au concept de guerre centrée sur la population en établissant une distinction entre ce que l'on pourrait appeler les opérations de combat – menées à l'extérieur des taches d'huile – et les nombreuses activités menées à l'intérieur, notamment les opérations militaires défensives et la surveillance intensive. Lyautey a eu l'idée de diviser une zone spécifique en une grille à des fins de surveillance et de police intensive, mais il n'a pas utilisé le mot « quadrillage ». Ce terme n'a été employé que pendant la guerre d'indépendance algérienne, où il a parfois été appliqué au verrouillage de zones urbaines, comme lors de la bataille d'Alger¹⁰. Il a ensuite été associé à l'utilisation systématique de la torture par l'armée française pour obtenir des renseignements et démanteler les réseaux terroristes algériens¹¹.

Les Français, dans leurs opérations coloniales du XIX^e et du début du XX^e siècle, ont développé quelques adaptations intéressantes de ces doctrines, rendues nécessaires principalement par le refus du gouvernement français de financer adéquatement ses aventures coloniales. Contraints de se contenter de peu d'hommes, les commandants français en sont venus à accorder de l'importance à la mobilité et à favoriser des formations plus petites et plus légères que celles qu'ils auraient pu utiliser

8. Centre de doctrine d'emploi des forces, *Gagner la bataille, conduire à la paix : Les forces terrestres dans les conflits aujourd'hui et demain*, Paris, Ministère de la Défense, 2007, p. 11 ; Lyautey, *Du rôle colonial de l'armée*, op. cit.

9. Rid, « The Nineteenth Century Origins of Counterinsurgency Doctrine », op. cit., p. 750.

10. Lyautey, *Du rôle colonial de l'armée*, op. cit.

11. Un certain nombre de chercheurs, parmi lesquels Raphaëlle Branche, ont soutenu que la logique de la torture était inséparable de la logique de domination inhérente au colonialisme (Raphaëlle Branche, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, Gallimard, 2001.

en Europe. Ils ont également recruté un grand nombre d'auxiliaires indigènes de toutes sortes et ont appris à tirer le meilleur parti de leurs capacités. Les Français ont appris à maîtriser ce que l'on appelle aujourd'hui le « terrain humain » (et à exploiter les divisions entre les groupes locaux – *divide et impera* – ce qui a permis à la France de soumettre le nord du Mali en premier lieu¹²). Aujourd'hui encore, l'armée française considère comme un article de foi qu'elle a un don particulier pour établir des relations avec les populations locales. C'est ce qu'elle appelle « l'interculturalité ».

Les Français ont dû confier aux jeunes commandants subalternes une autorité considérable pour accompagner leur autonomie de fait¹³. Il en résulte un style de commandement que les Français appellent subsidiarité ou « commandement par objectif », et que l'armée américaine appelle parfois « commandement de mission ». Selon la doctrine COIN actuelle de l'armée américaine, *Insurgencies and Countering Insurgencies*, publiée en 2014, cette autonomie est essentielle aux opérations COIN¹⁴. Enfin, les officiers coloniaux français ont cultivé une culture institutionnelle marquée par la prise de risque et l'audace qui caractérise aujourd'hui encore la culture institutionnelle de l'armée française.

DE LA DOCTRINE COLONIALE À LA LUTTE CONTRE-INSURRECTIONNELLE : INDOCHINE ET ALGÉRIE

La France s'est engagée dans de nombreuses guerres coloniales au cours de la première moitié du XX^e siècle. La plus notable d'entre elles a été la guerre du Rif au Maroc (1924-1925),

12. Pierre Boilley, *Les Touaregs Kel Adagh : Dépendances et révoltes – du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala, 1999, p. 66-95 ; Charles Grémont, « Tuaregs et Arabes dans les forces armées coloniales et maliennes : Une histoire en trompe-l'œil », *Note de l'Ifri*, IFRI, Paris, 2010, p. 5-9.

13. Stéphane Taillat, « Traditions nationales et contexte international: French Adaptation to Counterinsurgency in the 21st Century », *Security Challenges*, 6:1, 2010, p. 86.

14. U.S. Department of the Army, *Insurgencies and Countering Insurgencies*, Washington D.C., Department of the Army, 2014.

dans laquelle les Français ont utilisé un mélange de tactiques coloniales et conventionnelles, y compris des opérations blindées qui avaient plus en commun avec le front occidental de 1918 qu'avec les pratiques coloniales de « pacification »¹⁵. En termes d'évolution de la doctrine COIN, l'étape majeure suivante a été la guerre d'Indochine. Cette guerre a été inégale en ce qui concerne l'extrême disparité entre les objectifs que la France cherchait à atteindre et les maigres moyens qu'elle était prête à consacrer pour y parvenir. Les forces françaises ont dû inventer et s'adapter. Elles ont expérimenté des positions statiques et des conceptions de base, passant de petits postes à de grands postes, et au lieu de tenter de contrôler le territoire, elles se sont focalisées sur les lignes de communication¹⁶. Parfois, elles renonçaient tout simplement aux bases en faveur d'unités « nomades » qui erraient en permanence dans une zone spécifique¹⁷. Elles ont également expérimenté des opérations amphibies et fluviales.

Comme dans les conflits coloniaux précédents, les Français misaient sur la mobilité, faisant un usage intensif des capacités aéroportées et du transport aérien ; ils dépendaient à un degré dangereux d'une petite flotte d'avions en lambeaux qu'ils pouvaient à peine maintenir en vol en raison du nombre limité d'équipages aériens et de maintenance, ainsi que des conditions météorologiques variables¹⁸. Les Français ont combattu léger par souci de mobilité, ce qui signifie qu'ils ont utilisé de l'infanterie

15. Beaufre donne un aperçu bref mais riche des opérations de la guerre du Rif dans General André Beaufre, 1940: *The Fall of France*, New York, Alfred A. Knopf, 1968.

16. Au sujet des postes fortifiés et autres innovations de l'armée française, voir Michel Goya, *Innovations en Indochine : Les transformations du Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient (1945-1954)*, auto-édité via Amazon, 2017.

17. Hogard discute de la nomadisation et d'autres approches. Voir Mériadec Raffray, *Général Jacques Hogard : stratégie de la contre-insurrection*, Paris, Economica, 2014, p. 42, 86.

18. Les deux livres de Fall donnent des témoignages vivants des efforts herculéens des services aériens de l'armée française. Voir Bernard Fall, *Street without Joy: The French Debacle in Indochina*, Mechanicsburg, PA, Stackpole Books, 1989 ; Bernard Fall, *Hell in a Very Small Place: The Siege of Dien Bien Phu*, Philadelphie, PA, J.B. Lippincott Company, 1966. Voir également Goya, *Innovations en Indochine*, op. cit.

avec peu de soutien. Pour compléter leurs effectifs dérisoires, ils dépendaient d'un grand nombre de troupes coloniales levées en Afrique du Nord et de l'Ouest (dont 60 000 Marocains), d'une armée nationale vietnamienne nouvellement formée, d'Indochinois locaux recrutés directement dans les unités françaises, et de diverses catégories de troupes auxiliaires (supplétifs) et de milices¹⁹. Selon Michel Goya, il n'y a jamais eu plus de 60 000 soldats de la France métropolitaine en Indochine. Au total, 350 000 hommes ont servi dans les troupes indigènes²⁰. Parmi elles, des unités de contre-guérilla levées parmi les tribus et dirigées par un officier et un sous-officier français isolés qui « nomadisaient » derrière les lignes ennemies avec un soutien minimal²¹. Les Français ont également expérimenté des groupements administratifs mobiles opérationnels, gérés par des Vietnamiens. Ceux-ci comblaient le vide créé entre une opération de nettoyage et la période où l'État vietnamien pouvait s'affirmer. Ces groupes étaient accompagnés d'officiers français de guerre psychologique qui, comme l'a noté Élie Tenenbaum, agissaient comme des commissaires politiques à l'imitation des commissaires politiques du Viet Minh²². Tout aussi importants étaient les dispositifs opérationnels de protection, des équipes qui démantelaient les réseaux communistes et qui, en Algérie, allaient à la fois se répandre et se faire connaître pour leur pratique de la torture.

19. Centre de doctrine d'emploi des forces, *L'Armée nationale vietnamienne et le recours aux formations supplétives*, Paris, Centre de doctrine d'emploi des forces, 2009 ; Michel Bodin, *Les Africains dans la guerre d'Indochine, 1947-1954*, Paris, L'Harmattan, 2000 ; Michel Bodin, « [Les Marocains dans la guerre d'Indochine \(1947-1954\)](#) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 259:3, 29 septembre 2015, p. 57-76.

20. Goya, *Innovations en Indochine*, op. cit.

21. Fall, *Street without Joy*, op. cit., p. 267-279. Voir également Élie Tenenbaum, *Partisans et centurions : Une histoire de la guerre irrégulière au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2018, p. 145-147. La contre-guérilla menée par les milices dirigées par des officiers français est bien documentée par les mémoires de la guerre, notamment Dominique de La Motte, *De l'autre côté de l'eau : Indochine, 1950-1952*, Paris, Tallandier, « Texto », 2012 ; Hélié de Saint Marc, *Les Champs de braise. Mémoires*, Paris, Perrin, 1995.

22. Tenenbaum, *Partisans et centurions*, op. cit., p. 156.

Certaines choses ont bien fonctionné. De l'avis général, les forces indigènes dirigées par les Français et les unités régulières françaises comprenant une grande proportion de personnel vietnamien se sont bien battues et ont peut-être obtenu de meilleurs résultats que les entités comparables formées par les États-Unis qui ont combattu dans le conflit ultérieur entre le Nord et le Sud-Vietnam, en particulier la malheureuse Armée de la République du Vietnam²³. Certaines choses n'ont pas fonctionné aussi bien. La France, malgré les prouesses de ses troupes indigènes, n'a jamais eu assez d'hommes ni de ressources. Le goût du risque de l'armée française et sa dépendance excessive à l'égard des liaisons aériennes se sont conjugués pour mener au désastre de Dien Bien Phu²⁴. Un autre problème sérieux était le décalage entre les officiers professionnels et les dirigeants civils et la population indifférents aux objectifs de la guerre, un fossé qui allait s'élargir et finalement atteindre son paroxysme en Algérie et lors de la tentative de coup d'État de 1961. La crise a été un rappel douloureux de la nécessité d'aligner la tactique et la stratégie militaires sur les objectifs politiques. Les théoriciens militaires français qui ont suivi, du général André Beaufre, qui a servi en Indochine et en Algérie, au général Vincent Desportes, considéré comme le principal penseur stratégique de la France contemporaine, ont tous insisté fortement sur la nécessité de subordonner la stratégie militaire à des objectifs politiques clairs, définis par les dirigeants civils.

La guerre d'Indochine a alimenté une période de travail théorique intense de la part de nombreux officiers impliqués, une génération d'hommes comprenant Marcel Bigeard, Jacques

23. Les livres de Fall n'ont que des éloges pour les troupes indochinoises et autres troupes coloniales au service de la France en Indochine. Une étude de l'armée française de 2009 sur les forces indochinoises entraînées par les Français fait état d'échecs largement liés au nombre insuffisant d'officiers et de sous-officiers français pour les guider et surtout au manque de temps nécessaire pour les préparer. La France a, pour reprendre l'expression américaine, construit l'avion tout en le pilotant. Voir Centre de doctrine d'emploi des forces, *L'Armée nationale vietnamienne et le recours aux formations supplétives*, op. cit.

24. Il a beaucoup été écrit sur Dien Bien Phu mais Bernard Fall reste une lecture essentielle. Voir Fall, *L'Enfer dans un tout petit endroit*, op. cit.

Hogard, Charles Lacheroy, Jean Némou et Roger Trinquier. David Galula – un camarade de promotion de Hogard à Saint-Cyr²⁵ – faisait également partie de ce groupe, bien qu'il ait servi en Chine plutôt qu'en Indochine. Galula a écrit ses deux œuvres les plus connues en anglais aux États-Unis après avoir démissionné de sa commission. Son influence en France a été limitée jusqu'au début des années 2000, lorsque les Américains ont attiré l'attention de l'armée française sur lui après que le général David Petraeus l'a « découvert ».

Dans une large mesure, ces soldats-penseurs ont adopté la doctrine coloniale – de l'approche de base centrée sur la population aux concepts de la tache d'huile et du quadrillage. Hogard nous rappelle que « toute opération, si petite soit-elle, doit avoir un but politique et psychologique » et que « l'ennemi n'est pas un but en soi mais un moyen de reprendre ou de conserver le contrôle de la population... car le véritable enjeu, c'est toujours la population²⁶ ». De la même manière, Trinquier note que « l'enjeu de la guerre moderne est la conquête de la population²⁷ ». Ces théoriciens insistent sur l'importance limitée des forces armées et la nécessité de coordonner l'action militaire avec les efforts civils. Selon Hogard, « la lutte antiterroriste exige l'intégration à tous les échelons des actions civiles et militaires dans une seule action globale²⁸ ». Ils ont également fait preuve de scepticisme quant à l'utilité d'appliquer des tactiques militaires conventionnelles, comme l'utilisation d'avant-postes pour contrôler des zones géographiques spécifiques. Le mépris de Trinquier pour les opérations de bouclage et de recherche à grande échelle est particulièrement tranchant²⁹. Plus l'opération est vaste, moins elle a de chances d'aboutir à quoi que ce soit. Le filet ne se referme jamais complètement, la surprise n'est jamais au rendez-vous, la population est toujours au courant.

25. Raffray, *Général Jacques Hogard*, op. cit., p. 21.

26. *Ibid.*, p. 43, 107.

27. Roger Trinquier, *La Guerre moderne*, Paris, Économica, 2008, p. 25.

28. Raffray, *Général Jacques Hogard*, op. cit., p. 109.

29. Trinquier, *La Guerre moderne*, op. cit., p. 56.

Une des différences notables qui résident entre ces hommes et les commandants coloniaux de la fin du siècle dernier est le contexte idéologiquement chargé dans lequel ils ont combattu. Ils ne considéraient pas la guerre d'Indochine comme une simple insurrection d'indigènes désireux d'indépendance, mais plutôt comme une instance locale d'une guerre globale menée contre l'Occident par le communisme international. En fin de compte, les insurrections n'étaient pas spontanées. Il s'agissait plutôt d'un effort délibéré et planifié des communistes pour s'emparer du pouvoir, même s'ils étaient renforcés par ce que l'on pourrait appeler des « causes profondes », comme des griefs locaux ou des revendications économiques. Les commandants français du milieu du siècle avaient compris que cette nouvelle guerre « révolutionnaire » était fondamentalement différente d'une guerre conventionnelle et nécessitait une approche, une structure de forces et des tactiques sensiblement différentes. Les armées occidentales comme celle de la France étaient conçues pour un conflit entièrement différent et étaient donc nettement désavantagées. Les insurgés possédaient une cause et une idéologie bien définies qui unifiaient leurs partisans et motivaient leur résistance. Les commandants français déplorent le fait qu'en Indochine, la partie française n'offrait rien de comparable au-delà de l'idéologie négative de l'anticommunisme. Le fait que la cause française en Indochine était ambiguë et changeait au fil du temps n'a pas aidé. Les Français se battaient-ils pour restaurer leur souveraineté en tant que maîtres coloniaux, ou pour défendre les pays naissants contre le communisme ? Essayaient-ils de réimposer le *statu quo ante* ou proposaient-ils des réformes ? Le même problème s'est posé pour les efforts français en Algérie.

Alors que les théoriciens français de la contre-insurrection des années 1950 étaient absolument d'accord sur la notion d'opérations centrées sur la population et sur l'approche globale, ils avaient un éventail d'opinions concernant l'importance relative de la sécurité par rapport à la politique ou aux idées. À une extrémité du spectre se trouvait Trinquier, qui mettait

l'accent sur la sécurité³⁰. Oui, il était essentiel de convaincre la population de soutenir son camp, mais « le moyen le plus sûr de gagner » la confiance de la population « est d'écraser nos adversaires qui veulent l'opprimer »³¹. Et c'est seulement après le « retour progressif à la paix » que « l'action psychologique sur les masses » peut avoir un effet ; dans tous les cas, la meilleure forme d'action demeure l'organisation de la population³². La même chose se vérifiait pour « l'action sociale », qui est nécessaire mais vient après la sécurité³³. Trinquier avait également une approche technique. Malgré tous ses discours sur la nature politique de la guerre révolutionnaire, il espérait fournir des instructions claires pour détruire « l'organisation politico-militaire » de l'ennemi. Il s'agissait des organisations hybrides civiles et militaires qui opéraient au sein de la population, contrôlaient les communautés locales et menaient des opérations militaires. Trinquier envisageait de remplacer cette organisation politico-militaire révolutionnaire par une nouvelle entité, qui remplacerait l'orientation du groupe insurgé tout en imitant nombre de ses pratiques³⁴.

Hogard, qui convenait qu'il était important de détruire l'infrastructure des insurgés, était plus attentif aux convictions idéologiques et morales. Il mettait l'accent sur la volonté, ce qui aurait fait la fierté du maréchal Ferdinand Foch³⁵. La population devait savoir pour quoi elle se battait, et les contre-insurgés devaient travailler constamment à renforcer le moral de la population tout en affaiblissant celui de leurs adversaires³⁶. Les armées indigènes

30. Les vues de Trinquier sur la sécurité peuvent refléter son expérience de l'organisation de milices pour la guérilla en Indochine, où les résultats ont été décevants à bien des égards. Voir Centre de doctrine d'emploi des forces, *L'Armée nationale vietnamienne et le recours aux formations supplétives*, op. cit.

31. Trinquier, *La Guerre moderne*, op. cit., p. 45.

32. *Ibid.*

33. *Ibid.*, p. 46.

34. *Ibid.*, p. 69.

35. Michael Shurkin, « [Modern War for Romantics: Ferdinand Foch and the Principles of War](#) », *War on the Rocks*, 8 juillet 2020.

36. Raffray, *Général Jacques Hogard*, op. cit., p. 70.

levées par les Français, selon Hogard, ne pouvaient pas rester apolitiques sur le modèle de l'armée française, étant donné la nature politique de leurs activités³⁷. La guerre révolutionnaire, selon Hogard, était « globale » dans le sens où elle avait porté le conflit au cœur des sociétés et de la conscience des gens³⁸. La contre-insurrection ne devait jamais consister à rétablir le *statu quo ante*³⁹. Le contre-insurgé devait identifier précisément les problèmes et faire de son mieux pour les résoudre. Sinon, il perdrait la bataille des cœurs et des esprits au profit de l'insurrection et de son idéologie révolutionnaire. Néanmoins, Hogard était catégorique : les réformes, bien que nécessaires, n'étaient jamais suffisantes :

Ces réformes ne sont pas inutiles, elles sont même indispensables, mais elles sont insuffisantes : l'adversaire ne peut s'en contenter puisque c'est le pouvoir qu'il vise⁴⁰.

Selon Hogard, « il est vain d'espérer trouver des solutions dans la négociation ou par des réformes⁴¹ ». Les insurrections étaient des luttes de type « tout ou rien » dans lesquelles un seul camp pouvait l'emporter. La détermination était primordiale.

À cause de cette volonté de l'emporter, Hogard a souligné – plus que Trinquier – la nécessité d'une approche globale massive et coordonnée de l'ensemble du gouvernement. « Toutes nos activités » – culturelles, économiques, politiques, militaires et sociales – devaient être « intimement intégrées et imprégnées d'un incessant souci d'action psychologique », conçues dans le seul but de détruire « l'organisation politico-militaire » de l'adversaire et la remplacer par « la nôtre »⁴². Hogard a également mis l'accent sur l'importance de la guerre psychologique, de la propagande et de la contre-propagande, y compris la nécessité

37. *Ibid.*, p. 47.

38. *Ibid.*, p. 70.

39. *Ibid.*, p. 78.

40. *Ibid.*

41. *Ibid.*, p. 79.

42. *Ibid.*

d'assurer l'instruction politique de ses propres soldats⁴³. Hogard a participé à la rédaction de la publication de l'armée française en 1957, *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, qui est également associée à Charles Lacheroy et à « l'école psychologique » de la contre-insurrection⁴⁴. L'*Instruction provisoire*, fortement influencée par des lectures approfondies de Lénine, Mao et Trotski, reflétait la forte impression produite par le Viet Minh sur nombre de soldats français, y compris des officiers qui avaient suivi des programmes de rééducation dans les camps de prisonniers de guerre du Viet Minh⁴⁵. Selon cette *Instruction provisoire*, l'action psychologique peut être définie comme :

la mise en œuvre coordonnée de mesures et de moyens variés destinés à éclairer l'opinion, et à orienter les sentiments, l'attitude et le comportement de milieux neutres ou amis, dans l'intention de contrecarrer l'influence adverse, de se ménager la sympathie agissante des neutres, de fortifier la détermination et la volonté combative des milieux amis⁴⁶.

L'action psychologique ne pouvait pas être une activité symbolique. Elle devait être un axe majeur d'effort mené et supervisé par des autorités centralisées. Elle renforçait la nécessité d'intégrer des civils dans les états-majors des commandants, comme l'exigeait le mandat d'une approche pangouvernementale coordonnée. D'une certaine manière, tout était désormais affaire de propagande. Toute action devait être menée en tenant compte de son effet psychologique. « L'école psychologique » était aussi éloignée que possible du vieil impératif clausewitzien de détruire l'armée de l'adversaire dans une bataille décisive – on pouvait gagner une guerre psychologique sans jamais engager l'ennemi dans un combat physique.

43. *Ibid.*, p. 99.

44. *Ibid.*, p. 102.

45. *Ibid.* Pour une bonne et brève discussion des idées de Lacheroy en Indochine, où il a développé ses idées concernant la guerre psychologique, ainsi que certaines de leurs applications en Algérie, voir Tenenbaum, *Partisans et centurions*, op. cit., p. 156-157, 246-247.

46. État-Major des forces armées, *Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique*, Paris, Ministère de la Défense, 1957, p. 8.

La guerre d'Algérie était l'occasion pour les officiers français d'appliquer ce qu'ils pensaient être les leçons de l'Indochine. Ils disposaient alors de ressources bien plus importantes grâce à un engagement politique accru et à la volonté d'envoyer des conscrits plutôt que de compter sur les unités professionnelles de l'armée française. Après tout, l'Algérie faisait juridiquement partie de la France et se trouvait à quelques heures de vol, contrairement à la lointaine colonie d'Indochine. Toutefois, compte tenu de la taille énorme de l'Algérie, l'armée française était confrontée à des problèmes similaires. Elle devait être partout à la fois, ce qui favorisait une fois de plus une extrême mobilité et l'a conduite à être la pionnière de la guerre hélicoptérée. Le modèle général était d'opérer léger et de compter sur l'appui-feu des avions lorsque les situations de combat devenaient trop difficiles. Les Français ont également pratiqué le déplacement massif et la réinstallation des populations rurales dans le but d'assécher la mare dans laquelle nageaient les insurgés algériens. Les civils algériens étaient ainsi plus faciles à contrôler et à soumettre à une programmation « psychologique ».

Notons aussi le développement de 700 sections administratives spécialisées, « très inspirées » par Lyautey et sa conception de l'officier « colonial », qui étaient en quelque sorte le retour des Bureaux arabes du XIX^e siècle⁴⁷. Les sections étaient composées d'un officier et d'un sous-officier français, de quelques spécialistes civils, d'un interprète, d'un opérateur radio et, parfois, d'une femme chargée d'atteindre la population féminine algérienne. Ils étaient appuyés par une force de 30 à 50 personnes, constituée d'Européens, de combattants musulmans autochtones et de troupes coloniales d'Afrique subsaharienne. L'idée était que les sections coordonnaient la sécurité et s'occupaient de leurs tâches d'huile, comblant ainsi un vide dans la gouvernance et fournissant des services aux habitants mal desservis

47. Tenenbaum, *Partisans et centurions*, op. cit., p. 243 ; Michel Goya, « [La peur et le cœur. Les incohérences de la contre-guérilla française pendant la guerre d'Algérie](#) », *Stratégie*, 93-94-95-96:1, 2009, p. 403, Sur les sections administratives spécialisées, voir Alistaire Horne, *A Savage War of Peace*, New York, Viking, 1978, p. 108-109.

par l'administration coloniale existante. Elles étaient également des plateformes pour délivrer des messages psychologiques. Les sections, entre autres activités, ont contribué au « plan de Constantine » expérimental, qui a porté l'action psychologique à un tout autre niveau en tirant parti des sciences sociales américaines et des techniques de marketing « scientifique » pour séduire les Algériens locaux et les détourner de l'insurrection⁴⁸. Les Français ont répété leurs expériences avec les dispositifs opérationnels de protection. Galula a fait l'éloge de ces équipes comme étant « l'amélioration la plus importante de nos opérations [anti-insurrectionnelles] en Algérie⁴⁹ ». Elles ont comblé un vide critique créé par les insuffisances de la police civile et du système judiciaire, qui n'avaient jamais disposé de ressources suffisantes pour traiter les personnes détenues parce qu'elles étaient soupçonnées d'activités insurrectionnelles.

Comme le raconte Galula dans ses mémoires sur l'Algérie, *Pacification in Algeria*, les Français – sous l'influence de l'école psychologique – menaient une guerre psychologique. Il s'agissait de façonner les perceptions locales, d'instaurer la confiance et d'instiller la conviction que le camp français était le gagnant. Les Français ont également encouragé diverses réformes, allant d'initiatives législatives à grande échelle et de projets de développement économique à la construction et à la dotation en personnel d'écoles au niveau local (où opéraient des commandants comme Galula), en passant par la mise au travail de la population et l'amélioration de l'approvisionnement en eau des villages. Galula, selon ses mémoires, a fait vivre ses hommes dans les villages – où, dit-il, ils ont rapidement compris que leur sécurité dépendait de leur entente avec les habitants – et ils n'ont pas tardé à apprendre à reconnaître les habitants et à savoir leur nom⁵⁰. Il a trouvé des moyens de tester les habitants et de les

48. Muriam Haleh Davis, « ['The Transformation of Man' in French Algeria: Economic Planning and the Postwar Social Sciences, 1958-62](#) », *Journal of Contemporary History*, 52:1, 2016, p. 73-94.

49. David Galula, *Pacification in Algeria, 1956-1958*, Santa Monica, RAND Corporation, 2006, p. 183-184.

50. *Ibid.*, p. 90, 99, 157.

impliquer, afin de les faire participer à la réussite des différents projets. Il s'assurait que ses hommes avaient des sujets de discussion et des nouvelles à partager avec les habitants, non seulement pour les informer mais aussi pour promouvoir certaines idées. Galula a jugé que d'autres initiatives promues par les officiers de guerre psychologique étaient moins efficaces. Il les accusait de vouloir appliquer aux Algériens, sans esprit critique, les méthodes qui avaient été appliquées aux prisonniers de guerre français dans les camps du Viet Minh, y compris les techniques de lavage de cerveau⁵¹. Galula, cependant, a approuvé les instructions émises par le quartier général décrivant les mesures à prendre pour pacifier la population, mesures qu'il a entreprises pour la plupart avec de bons résultats⁵².

Galula se situe quelque part entre Trinquier et l'école psychologique en ce qui concerne l'accent mis sur l'action militaire. Ses actions en tant que commandant de compagnie auraient pu être tirées directement de *La Guerre moderne* de Trinquier, et il a critiqué les tentatives françaises de mener une guerre psychologique. Cependant, il n'a pas négligé l'aspect psychologique de la lutte anti-insurrectionnelle et a insisté sur l'importance d'une cause claire et d'une base idéologique pour les opérations anti-insurrectionnelles. « La sagesse et l'opportunité, écrivait-il, exigent que le contre-insurgé se dote d'un programme politique destiné à couper autant que possible le vent dans les voiles de l'insurgé⁵³. » Galula qui insistait sur le fait que le contre-insurgé devait « s'armer d'une cause concurrente⁵⁴ », pensait qu'il était crucial de construire un parti politique et un « mouvement politique national » pour mobiliser et galvaniser la partie de la population favorable aux contre-insurgés⁵⁵. Dans sa zone de responsabilité, Galula a lancé ce qu'il espérait être le noyau d'un parti et essayé de convaincre le commandement

51. *Ibid.*, p. 52-53, 65.

52. *Ibid.*, p. 92-93.

53. David Galula, *Counterinsurgency Warfare: Theory and Practice*, Westport CT, Praeger Security International, 1964, p. 72.

54. *Ibid.*, p. 71.

55. Galula, *Pacification in Algeria*, op. cit., p. 205-206.

français de cette idée⁵⁶. En fin de compte – et c'est un point important à la lumière des tentatives postcoloniales d'appliquer sa doctrine COIN et celles de ses contemporains – il pensait que le meilleur argument à faire valoir par les contre-insurgés était qu'ils étaient là pour rester⁵⁷. Les musulmans algériens « n'étaient pas des idiots » selon lui⁵⁸. Même les plus fervents partisans de la France n'avaient pas d'autre choix que de se couvrir. Il est intéressant de noter que Galula, contrairement à Trinquier et à l'école psychologique, ne cherchait pas à imiter les insurgés vietminh. Il appréciait et respectait les différences entre l'insurgé et le contre-insurgé.

Galula pensait que la création d'une idéologie distincte de la contre-insurrection était essentielle, mais il n'était pas impressionné par les efforts déployés par ses pairs. Il raconte dans ses mémoires l'échange suivant avec un « psychologue » de l'état-major du général Raoul Salan (le commandant français en Algérie de 1956 à 1958) :

[Galula] « Je me demande quel genre d'idéologie vous pensez pouvoir fournir [aux musulmans sélectionnés pour devenir les leaders d'un mouvement contre-insurrectionnel]. Les rebelles ont une idéologie simple et efficace car elle fait appel à la passion : l'indépendance. Qu'est-ce qu'on peut y opposer ? »
[Officier d'état-major] « Humanisme, coopération, progrès social, développement économique, etc. »⁵⁹.

Comme l'a noté Galula, le contre-insurgé ne peut répondre à l'appel au cœur de l'insurgé que par un appel à la tête : « Il doit faire le pari que la raison, à long terme, l'emportera sur la passion⁶⁰. »

Dans le même ordre d'idées, Galula et nombre de ses pairs ont été confrontés aux conséquences morales de la mobilisation des milices. Les Français en Algérie, tout comme en Indochine, ont promis de protéger ceux qui se rangeaient à leurs côtés. Mais

56. *Ibid.*, p. 205-209.

57. Galula, *Counterinsurgency Warfare*, op. cit., p. 72.

58. Galula, *Pacification in Algeria*, op. cit., p. 176.

59. Galula, *Counterinsurgency Warfare*, op. cit., p. 66.

60. *Ibid.*, p. 72.

en Indochine, la France a trahi ses alliés et les a laissés à la merci des communistes. Certains officiers en Algérie, moins confiants dans le maintien de la France, hésitaient à faire les mêmes promesses. En fait, la France a de nouveau abandonné ses alliés, avec des résultats notoires. Hélié de Saint Marc, qui a participé à la tentative de coup d'État de 1961 contre le général Charles de Gaulle, a clairement indiqué que l'angoisse qu'il ressentait face à l'abandon imminent des alliés indigènes de la France à un massacre certain – tout comme il avait abandonné ses hommes en Indochine – l'a poussé à participer au putsch contre de Gaulle⁶¹. Si peu d'entre eux étaient prêts à prendre une mesure aussi extrême, il est clair que de nombreux officiers français, dont probablement Galula, partageaient ce sentiment d'angoisse et comprenaient les motivations des putschistes, même s'ils s'opposaient à leurs décisions.

Il est difficile de déterminer si les méthodes françaises ont fonctionné ou non en Algérie. Nombreux sont ceux qui, tel Michel Goya – un colonel de l'armée française à la retraite, aujourd'hui un historien et un analyste militaire respecté et influent –, soutiennent que, tout bien considéré, elles ont fonctionné⁶². Cependant, comme l'a noté Goya, les méthodes françaises en Algérie étaient souvent incohérentes, de nombreux commandants différents appliquant maintes doctrines et méthodes⁶³. De même, Galula a décrit les officiers français comme étant généralement divisés en deux camps : les « guerriers », qui « contestaient l'idée même que la population était le véritable objectif », et les « pacificateurs », ou plus exactement les « psychologues », qui pensaient que « l'action psychologique était la réponse à tout »⁶⁴. Il a déploré un « modèle de pacification en mosaïque sur le terrain », chaque commandant appliquant une approche différente, souvent fondée sur sa propre interprétation des leçons tirées de son service en Indochine⁶⁵.

61. Saint Marc, *Les Champs de braises*, *op. cit.*

62. Goya, « La peur et le cœur », *op. cit.*, p. 399.

63. *Ibid.*

64. Galula, *Pacification in Algeria*, *op. cit.*, p. 64-65.

65. *Ibid.*, p. 177.

Galula reconnaît qu'avec le temps, l'école de la pacification a gagné en influence, car les résultats parlaient d'eux-mêmes. Ils ont été pleinement adoptés en 1959 avec le « Plan Challe ». Le Plan Challe est l'apogée de la lutte contre-insurrectionnelle française : il associait la mise en œuvre complète des méthodes de lutte contre-insurrectionnelle à des opérations de combat agressives qui, naturellement, mettait l'accent sur la mobilité⁶⁶. Pendant ce temps, les barrières érigées par les Français en 1957 le long des frontières marocaine et tunisienne pour interrompre le flux d'hommes et d'armes vers l'Algérie faisaient des ravages sur les forces rebelles. Pour Galula et nombre de ses pairs, il était clair que la France gagnait. Cependant, ils ont peut-être admis qu'il aurait été impossible de savoir si leurs actions faisaient la différence dans le cadre plus large du conflit et des divers efforts parallèles déployés par d'autres commandants.

Le fait est que la France a quitté l'Algérie parce que de Gaulle a décidé qu'il n'était pas dans l'intérêt de la France de garder la colonie, quelles que soient les conditions. La leçon à tirer ici n'est pas de savoir si la lutte antiterroriste a fonctionné ou non, mais plutôt de comprendre la nécessité d'aligner les opérations militaires sur les objectifs politiques. Les principaux théoriciens français d'hier et d'aujourd'hui – des hommes comme Beaufre et Desportes – insistent vigoureusement sur ce point dans leurs livres⁶⁷.

Quoi qu'il en soit, le retrait et l'opprobre, qui a frappé les théoriciens français de la contre-insurrection en raison de l'utilisation de la torture en Algérie et de la tentative de coup d'État contre de Gaulle, ont mis fin à la réflexion française sur la doctrine COIN. Les militaires français ont choisi de se concentrer sur la préparation des grandes opérations de combat en Europe et sur la guerre nucléaire⁶⁸. L'expérience algérienne a soulevé un point impor-

66. Pour plus d'information sur le Plan Challe, voir Horne, *A Savage War of Peace*, *op. cit.*, p. 330-339.

67. Voir par exemple : André Beaufre, *L'Expédition de Suez*, Paris, Grasset, 1967 ; Vincent Desportes, *Comprendre la guerre*, 2^e éd., Paris, Economica, 2001.

68. Une exception notable est André Beaufre, *La Guerre révolutionnaire : Les formes nouvelles de la guerre*, Paris, Fayard, 1972. Cet ouvrage, malgré sa grande

tant concernant la faisabilité de la lutte contre-insurrectionnelle : elle exigeait un effort massif pour réussir.

VERS UNE APPROCHE POSTCOLONIALE : LE TCHAD COMME PROTOTYPE

Après l'Algérie, la France n'a pas cessé de s'impliquer dans les petites guerres dans lesquelles la doctrine contre-insurrectionnelle était pertinente. Pourtant, après 1962, les interventions militaires françaises ont évolué à bien des égards. Par leur ampleur notamment : aucune des interventions de la France après l'Algérie (à l'exception discutable de la guerre du Golfe, de 1990 à 1991) n'a été suffisamment importante pour que la France lui accorde des ressources plus que minimales. Cela signifie que les unités expéditionnaires françaises – qui, avant 1962, avaient une vocation coloniale – se sont à nouveau retrouvées dans la position familière de devoir accomplir beaucoup avec très peu, prendre de grands risques et pratiquer la subsidiarité par nécessité. Plus profondément, la France a cessé d'intervenir pour asseoir sa propre légitimité et servir sa domination. Désormais, elle agissait pour consolider une nation hôte, c'est-à-dire que bon nombre des activités politiques auxquelles se livraient les armées coloniales selon la doctrine COIN de l'époque coloniale et de la guerre froide n'étaient plus appropriées. La charge de ce travail reposait désormais sur les épaules de la nation hôte, ce qui exigeait un changement de tactique et d'orientation des forces françaises.

Cela a créé le paradoxe souligné par Charbonneau, Powell et d'autres, selon lequel les Français, en vertu de leur intervention, soulageaient en fait le pays hôte de la pression exercée sur lui pour qu'il engage des réformes. La France préservait le *statu quo ante*, avec des conséquences négatives sur le long terme. Après le discours du président François Mitterrand à La Baule en 1990, dans lequel il a fait savoir que la France était plus intéressée par

qualité, ne semble pas avoir eu d'influence. L'explication probable est un manque d'intérêt pour le sujet après 1962.

la démocratisation que par la protection de régimes clients, la France est parfois intervenue pour protéger la légitimité d'un processus politique tout en étant ostensiblement neutre par rapport à l'issue de ce processus⁶⁹.

Les années 1990 ont également été marquées par le passage à des interventions multinationales – le plus souvent des opérations de maintien de la paix sous mandat de l'ONU – plutôt qu'à des interventions unilatérales. L'une des conséquences de cette évolution est l'émergence d'une approche ostensiblement apolitique des conflits, dans laquelle les problèmes associés à un conflit étaient considérés comme des problèmes techniques à résoudre par des mesures bureaucratiques⁷⁰. Il s'agissait d'un changement important par rapport à la doctrine des années 1950, qui insistait pour que les conflits soient considérés comme essentiellement politiques. Cette approche imposait également une sorte d'aveuglement de la part de la puissance intervenante, qui se croyait apolitique – et donc sans effet sur la politique locale – alors que son intervention était par définition politique et avait des effets profonds sur cette même politique locale.

L'opération Bison qui s'est déroulée au Tchad de 1969 à 1972 est un exemple révélateur d'une intervention postcoloniale française. Située inconfortablement à cheval sur la transition du colonial au postcolonial, elle ressemblait à une campagne coloniale à certains égards tout en s'en différenciant à d'autres, et présentait un certain nombre de tensions découlant de l'application, même modifiée, d'une approche essentiellement coloniale (COIN) à un contexte postcolonial.

En 1965, une guerre civile a éclaté au Tchad, une ancienne colonie française devenue indépendante en 1960. La guerre a opposé le premier président du Tchad après l'indépendance, François Tombalbaye, qui avait pris le parti d'un gouvernement à prédominance méridionale, à une coalition rebelle généralement

69. C'est ainsi qu'un commandant français en Centrafrique en 2014 décrit sa mission dans ses mémoires à paraître (Colonel Armel Dirou, *Dix mille vies à sauver*, TBP).

70. Guichaoua, « The Bitter Harvest of French Interventionism in the Sahel », *op. cit.*

nordiste. La France, en réponse à la demande de Tombalbaye d'honorer les accords de sécurité entre les deux pays, a refusé d'engager plus de 3 000 soldats, pour la plupart de l'infanterie légère, soutenus par un petit groupe d'hélicoptères et d'avions de transport ainsi que par une poignée d'avions d'attaque au sol Douglas A-1 Skyraider. Les forces françaises se sont, comme prévu, concentrées sur les opérations mobiles⁷¹. Il s'agissait notamment de faire « nomadiser » les unités jusqu'à ce qu'elles entrent en contact avec l'ennemi. Ensuite, elles tentaient de le poursuivre jusqu'à une force de blocage héliportée en position. En général, les Français pouvaient compter sur la supériorité tactique de l'infanterie pour tenir jusqu'à l'arrivée du soutien aérien. Mais ce n'était pas toujours le cas : douze parachutistes sont morts en octobre 1970 à Bedo lorsqu'un convoi français est tombé dans une embuscade⁷². Le nombre limité de Skyraiders, qui ne pouvaient pas être partout à la fois dans un vaste pays, était révélateur du type de pari que les forces expéditionnaires françaises prenaient régulièrement. Les Français comptaient également sur les troupes tchadiennes et les milices locales pour occuper les zones qu'ils avaient nettoyées, menant ce qui était en réalité une stratégie de taches d'huile.

Les Français ont appliqué une version limitée de leur approche traditionnelle centrée sur la population et de la mobilisation de l'ensemble du gouvernement, qui associe l'action militaire aux efforts visant à améliorer la gouvernance et à stimuler le développement économique. Ainsi, aux côtés du corps expéditionnaire, des civils ont conduit une mission de réforme administrative, qui reflétait la compréhension française du conflit – à savoir que, dans une large mesure, la rébellion était la faute du gouvernement tchadien⁷³. La mission, dirigée par un ancien

71. Michel Goya, *La France en guerre au Tchad (1969-1972) : La victoire oubliée*, autopublié via Amazon, 2018.

72. Marielle Debos et Nathaniel Powell, « [L'autre pays des "guerres sans fin"](#) », *Les Temps modernes*, 693-694:2, 2017, p. 231.

73. *Ibid.*, p. 228. Voir également Nathaniel K. Powell, « ['Experts in Decolonization?' French Statebuilding and Counterinsurgency in Chad, 1969-1972](#) », *The International History Review*, 42:2, 2019, p. 318, 321.

gouverneur colonial, a inspecté l'administration tchadienne, tenté des réformes administratives, nommé des personnes à divers postes et entrepris des projets de développement. Les Français ont organisé également des milices et, dans certains cas, réintroduit des chefs locaux (une mesure contraire à l'effort de centralisation de Tombalbaye)⁷⁴, tout en insistant sur le fait que la France ne pouvait qu'aider le régime à faire face à ses problèmes – elle ne pouvait pas les résoudre⁷⁵. Les Français ont également pris en main les services de sécurité tchadiens en créant des écoles d'officiers et en plaçant des centaines de conseillers français dans l'ensemble de l'établissement militaire tchadien, fournissant du matériel, notamment des avions, des véhicules et des armes légères. À un moment donné, la France a fusionné son corps expéditionnaire avec l'armée tchadienne, créant un état-major combiné qui plaçait tous les services de sécurité du Tchad sous le commandement d'un général français⁷⁶.

Le contrôle revendiqué par la France étant relatif, l'opération Bison a marqué la transition entre une campagne coloniale et une intervention postcoloniale. Selon le point de vue, les Français en ont fait trop ou pas assez, affirmant un certain contrôle – ce qui, pour certains Tchadiens, était trop – tout en refusant d'aller plus loin au nom du respect de la souveraineté tchadienne et en souhaitant laisser la gestion des aspects politiques du conflit aux Tchadiens. Il est intéressant de noter que, selon Nathaniel Powell, spécialiste des interventions françaises en Afrique, le ministère français de la Coopération a jugé nécessaire de s'opposer aux ambitions du chef de la mission de réforme administrative, qui semblait vouloir recoloniser le pays. Il a recommandé au gouvernement de limiter les activités de l'armée française et de forcer la mission à « adhérer à un mandat plus limité⁷⁷ ».

74. Powell, « 'Experts in Decolonization?' », *op. cit.*, p. 327.

75. Pour une bonne discussion de la mission de réforme administrative, voir Debos et Powell, « [L'autre pays des "guerres sans fin"](#) », *op. cit.*, p. 228-230 ; Powell, « 'Experts in Decolonization?' », *op. cit.*, p. 322-324.

76. Goya, *La France en guerre au Tchad*, *op. cit.* ; Powell, « 'Experts in Decolonization?' », *op. cit.*, p. 322.

77. Powell, « 'Experts in Decolonization?' », *op. cit.*, p. 327.

Pendant ce temps, Tombalbaye et les responsables civils et militaires tchadiens se sont heurtés aux Français⁷⁸. Les notions de bonne gouvernance et les priorités de réforme françaises ne s'alignaient pas sur celles de Tombalbaye.

Goya, qui qualifiait l'opération Bison de « victoire » malgré son succès limité, a félicité la France d'avoir des objectifs proportionnels aux ressources qu'elle était prête à investir. Dans ce cas, la France aspirait à consolider le gouvernement tchadien (ce qu'elle a fait, bien que temporairement) et à pacifier une grande partie du sud et du centre du pays. En revanche, la pacification du nord du Tchad coûtant plus que ce que la France était prête à payer, elle s'est contentée de réduire la menace dans cette région et s'est arrêtée là. Cette modestie de l'ambition – proportionnelle aux moyens du pays – est d'une certaine manière louable, notamment par rapport aux ambitions souvent irréalistes des Américains encouragés par leurs vastes ressources. Le général Michel Yakovleff, qui est actuellement l'un des théoriciens les plus éminents de l'armée française, a écrit un livre (dont la lecture est obligatoire dans certaines écoles militaires françaises) dans lequel il soutient que les nombreuses petites opérations extérieures de la France ont eu tendance à se solder par des succès stratégiques modestes mais réels – des résultats qui se comparent favorablement au manque de succès obtenu par les États-Unis⁷⁹.

Powell, plus intéressé par la stabilité à long terme du Tchad, est moins impressionné. Il a noté que « même lorsque les interventions remplissent les missions qu'elles s'étaient données, elles le font souvent tout en contribuant à des dynamiques déstabilisantes à plus long terme⁸⁰ ». « Ces échecs, poursuit-il, soulignent la futilité ultime d'une politique de sécurité hautement militarisée. » Dans le cas de Bison, la victoire proclamée par Goya « n'incite plus Tombalbaye à s'attaquer aux causes sous-jacentes de la

78. Debo et Powell, « L'autre pays des "guerres sans fin" », *op. cit.*, p. 229.

79. Général Michel Yakovleff, *Tactique théorique*, 3^e éd., Paris, Economica, 2016, p. XXI.

80. Powell, « Battling Instability? », *op. cit.*, p. 57.

rébellion ou à négocier avec les groupes rebelles survivants ». Son « régime de plus en plus répressif » a finalement « conduit à sa mort lors d'un coup d'État sanglant perpétré par des officiers mécontents de l'armée trois ans plus tard »⁸¹.

L'AFGHANISTAN, L'IRAK ET LA RÉVISION DE LA DOCTRINE COIN PAR L'ARMÉE FRANÇAISE

Jusqu'aux guerres d'Afghanistan et d'Irak, la doctrine contre-insurrectionnelle était pratiquement un sujet tabou dans l'armée française à cause de la torture et du putsch d'Alger. Cependant, l'implication de la France dans des opérations de maintien de la paix et de stabilité en Afrique et dans les Balkans au cours des années 1990, a encouragé l'évolution des idées concernant ce que l'on appelait alors aux États-Unis les « opérations militaires autres que la guerre ». Comme le note Stéphane Taillat, professeur à l'école militaire de Saint-Cyr et officier de l'armée, ces opérations ont eu tendance à se dérouler dans un contexte différent des conflits de l'époque de la guerre froide. Les troupes françaises sont intervenues en Afrique et dans les Balkans en tant qu'arbitres et artisans de la paix, opérations qui consistaient souvent à protéger les populations de la prédation. Pourtant, écrit Taillat, leurs procédures tactiques étaient « sensiblement les mêmes qu'à l'époque coloniale ou dans les guerres de décolonisation (sauf qu'elles [devaient] se conformer au droit de la guerre terrestre)⁸² ». L'armée française a continué à mener les activités d'aide et de développement qui faisaient autrefois partie de son répertoire COIN (elle les appelle désormais « actions civilo-militaires »), mais ces opérations sont désormais dépolitisées et créent des tensions avec des organisations non gouvernementales dont les intentions demeurent suspectes⁸³.

81. *Ibid.*, p. 58.

82. Taillat, « National Traditions and International Context », *op. cit.*, p. 88.

83. Paul Haéri, « [Militaires et humanitaires en phase de post-conflit : concurrence ou complémentarité ?](#) », *Inflexions*, 5:1, 2007, p. 61-76.

C'est l'intérêt des Américains pour la guerre contre-insurrectionnelle et leur fascination pour Galula, combinés au spectacle de la guerre d'Irak et aux exigences opérationnelles du déploiement de l'armée française dans la province de Kapisa en Afghanistan en 2008, qui ont amené les Français à dépoussiérer les publications de l'époque algérienne et à les mettre à jour à la lumière des innovations américaines et britanniques, notamment le *Field Manual 3-24, Counterinsurgency*. Le fer de lance de ce travail était le Centre de doctrine d'emploi des forces de l'armée française, sous la direction de Desportes, puis du général Thierry Ollivier. Le centre a republié l'instruction provisoire de 1957, ainsi que de nouveaux ouvrages tels que *Gagner la bataille, conduire à la paix*, des discussions sur l'application de la lutte contre les insurrections en Afghanistan et des études historiques sur l'Indochine et l'Algérie⁸⁴. Économica, une maison d'édition indépendante dont la collection « Sécurité et doctrine » est dirigée par Desportes, a publié un certain nombre d'études, dont au moins une a été écrite pour le centre⁸⁵.

En 2008, Économica a publié une traduction de l'ouvrage de Galula, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, ainsi qu'une nouvelle édition de *La Guerre moderne* de Trinquier. Il est intéressant de noter que le colonel Philippe de Montenon, qui a traduit Galula en français, a déclaré avoir entendu parler de celui-ci pour la première fois alors qu'il fréquentait le Command and General Staff College de l'armée américaine en 2005, l'année où Petraeus en a été nommé commandant⁸⁶. Petraeus a institué un cours sur l'histoire de la lutte contre les insurrections qui incluait Galula dans le programme. Lorsque Montenon est rentré en France, il a suggéré à Desportes de traduire Galula, ne serait-ce que pour pouvoir

84. Centre de doctrine d'emploi des forces, *L'Armée nationale vietnamienne et le recours aux formations supplétives*, op. cit. ; Lieutenant Bertrand Valeyre, « *Gagner les cœurs et les esprits* » : *Origine historique du concept ; application actuelle en Afghanistan*, Paris, Centre de doctrine d'emploi des forces, 2010.

85. Raffray, *Général Jacques Hogard*, op. cit. ; Colonel Hervé de Courrèges, Colonel Emmanuel Germain et Colonel Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Économica, 2010.

86. Entretien téléphonique avec un officier supérieur français, 28 avril 2020.

parler de contre-insurrection à des officiers américains. Montenon a également noté que l'intérêt de Petraeus pour Galula était réconfortant à une époque où l'armée américaine était encore en pleine période *freedom fries* de son sentiment anti-français. L'expertise contre-insurrectionnelle était devenue un atout pour renforcer le prestige de l'armée française sur le plan international.

Les publications les plus importantes du centre en matière de lutte anti-insurrectionnelle de cette période sont sans doute *Gagner la bataille* et *Doctrine de contre-rébellion*, parues en 2009. Pour être clair, *Gagner la bataille* ne traite pas de la lutte antiterroriste en tant que telle. Il s'agit plutôt d'une réflexion sur les conflits contemporains, peut-être inspirée par la participation de la France aux opérations de maintien de la paix en Afrique et dans les Balkans. Taillat affirme que l'expérience américaine en Irak a également eu une influence importante⁸⁷. Desportes a rédigé lui-même ce livre ou en a directement supervisé la composition, car il ressemble beaucoup à un essai publié sous son nom par le Centre de doctrine d'emploi des forces à peu près à la même époque⁸⁸.

Gagner la bataille fait référence à Gallieni et Lyautey – citant de manière approbatrice les « ordres généraux » du premier en 1898 – et plaide pour une approche globale. Il décrit une « phase de stabilisation » qui n'est pas consécutive aux opérations de combat majeures (pour utiliser le langage américain), mais décrit plutôt un type de conflit distinct de la guerre conventionnelle, qui nécessite une action politique dans des proportions plus importantes que les opérations militaires⁸⁹. Désormais, affirme *Gagner la bataille*, la plupart des conflits seront menés « au sein de » la population. Ces guerres ne peuvent pas être gagnées par une bataille décisive⁹⁰. La phase décisive est plutôt la phase de stabilisation, qui vient après la bataille et consiste en une foule d'actions « politiques » et autres entreprises principalement par

87. Taillat, « National Traditions and International Context », op. cit., p. 88.

88. Vincent Desportes, « Forces terrestres et nouvelle conflictualité », *Doctrine : Revue d'études générales*, 13, 2007, p. 4-6.

89. Centre de doctrine d'emploi des forces, *Gagner la bataille*, op. cit., p. 122.

90. *Ibid.*, p. 23.

la police et les autres services de sécurité (mais pas l'armée), ainsi que par divers organismes civils et ministères.

La *Doctrine de contre-rébellion* a été rédigée dans le même esprit centré sur la population que *Gagner la bataille*. Elle se concentre sur la contre-insurrection et reprend la doctrine de l'époque indochinoise, bien qu'elle évoque moins la « guerre révolutionnaire », la subversion, la guerre psychologique ou l'idéologie. Le document s'appuie sur un certain nombre d'assertions familières, telles que « la conduite de la contre-rébellion doit d'abord produire un effet à dominante politique, entendu comme la sécurisation du théâtre par l'action au sein des population⁹¹ ». L'enjeu de la lutte est « d'abord la population » qui est « le premier pilier de la lutte contre une rébellion [car cette lutte] repose sur des actions menées au sein des population⁹² ». L'idée est de vaincre les insurgés en les séparant de la population et en tarissant le soutien dont ils bénéficient en son sein grâce à diverses mesures, comme les opérations informationnelles et la propagande, menées par des « détachements militaires des opérations d'information⁹³ ». En effet, chaque opération a des conséquences sur l'environnement humain au-delà de son effet immédiat prévu que les commandants doivent avoir à l'esprit. L'idée n'est pas loin de Hogard, qui a écrit que « toute opération, si petite soit-elle, doit avoir un but politique⁹⁴ ». Il s'ensuit que la violence effective doit être réduite au minimum et que le ratissage ou les opérations de bouclage et de recherche doivent être menés de manière sélective⁹⁵. La *Doctrine de contre-rébellion* insiste sur le fait que les commandants doivent se demander si l'usage de la force améliorera réellement la sécurité et aura l'effet politique souhaité.

91. Centre de doctrine d'emploi des forces, *Doctrine de contre-rébellion*, Paris, Centre de doctrine d'emploi des forces, 2009, p. 22.

92. *Ibid.*

93. *Ibid.*, p. 26.

94. Raffray, *Général Jacques Hogard, op. cit.*, p. 107.

95. « Ratissage » signifie souvent balayage d'une zone à la recherche de militants ou de leur matériel. Galula décrit en détail ces opérations dans *Pacification in Algeria, op. cit.*

Sur le plan opérationnel, la *Doctrine de contre-rébellion* préconise la méthode des taches d'huile : diviser le territoire en zones sécurisées, dont les gendarmes et les policiers assurent la sécurité, et en zones où sont menées des opérations militaires plus agressives avec des soldats de combat, dont certains sont nomades⁹⁶. Au sujet du bouclage et du ratissage, un extrait rappelle une opération menée en Algérie en 1957⁹⁷. Les forces doivent mener des actions offensives de « pression dissuasive » pour étendre les taches d'huile⁹⁸. L'objectif est de « créer l'insécurité sur le propre terrain des rebelles pour les forcer à rester en mouvement et leur refuser une liberté d'action⁹⁹ ». Sans surprise, le texte évoque la nécessité de travailler avec les forces locales, de les soutenir, de les former, de les accompagner, car « à long terme, les forces locales constituent l'un des piliers du rétablissement d'un État capable de conduire et d'assurer sa défense intérieure et extérieure », une capacité « dont dépend dans une large mesure les conditions du retrait des forces alliées »¹⁰⁰.

En Afghanistan, les forces françaises ont utilisé plusieurs approches plutôt qu'une doctrine unique. Cela s'explique notamment par le fait que la mission militaire française en Afghanistan a évolué de manière significative au fil du temps – en 2008, l'armée française a entrepris des opérations dans la province de Kapisa qui n'étaient effectivement pas planifiées¹⁰¹. Une autre raison est la tendance institutionnelle française – elle-même un héritage colonial – à laisser les commandants de terrain s'adapter comme ils le souhaitent, sans tenir compte de la doctrine officielle publiée. Chaque commandant de force opérationnelle a adapté et inventé la doctrine plus ou moins au fur et à mesure.

96. Centre de doctrine d'emploi des forces, *Doctrine de contre-rébellion, op. cit.*, p. 23, 28.

97. *Ibid.*, p. 40.

98. *Ibid.*, p. 31.

99. *Ibid.*, p. 32.

100. *Ibid.*, p. 48.

101. Le récit de Lafaye sur l'évolution de la mission française en Afghanistan est instructif. Voir Christophe Lafaye, *Le génie en Afghanistan. Adaptation d'une arme en situation de contre-insurrection (2001-2012) : Hommes, matériels, emploi*, Aix-en-Provence, Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, 2013.

Néanmoins, divers récits et analyses écrits, tels ceux de Christophe Lafaye et Stéphane Taillat, indiquent un consensus autour de la nécessité d'une approche centrée sur la population, mêlant des actions « politiques » non violentes destinées à l'influencer et des efforts agressifs pour harceler et dissuader les insurgés¹⁰². Il y avait, selon Taillat, un souci de « conquête morale » plutôt que de « conquête physique »¹⁰³. En plus de faire écho à la préoccupation exprimée pour la première fois par Gallieni concernant l'usage de la force, cette approche s'éloigne des formes extrêmes de coercition qui avaient émergé en Algérie. Contrairement aux aventures coloniales de la France, le plus proche de l'exploitation d'une milice ou du recrutement de supplétifs par les Français en Afghanistan a été leur participation au programme *Operational Mentoring and Liaison Team* de l'OTAN, qui a travaillé avec les forces de sécurité afghanes. Les Français n'ont exercé aucune sorte de contrôle sur le gouvernement afghan, sauf peut-être par le biais de leur soutien aux programmes des Nations unies ou des organisations non gouvernementales visant à améliorer la gouvernance.

L'embuscade meurtrière de l'infanterie française dans la vallée d'Uzbin, en Afghanistan, en 2008, qui a coûté la vie à neuf soldats (un dixième a été tué lorsqu'une route s'est effondrée sous son véhicule), a marqué un tournant dans l'approche française de l'Afghanistan. Elle a obligé l'armée à revoir sa politique par rapport au soutien, le nouveau mantra étant « pas un pas sans appui¹⁰⁴ ». La France a déployé plus d'éléments d'appui, des hélicoptères aux nouveaux obusiers CAESAR (camion équipé d'un système d'artillerie) de 155 mm, et a enjoint à ses unités de tirer davantage parti de toutes les formes d'appui fournies par la formation américaine plus large dans laquelle la *task force*

102. *Ibid.*

103. Stéphane Taillat, « [Moral Conquest Rather than Physical Conquest: Stabilisation and Counterinsurgency in French Practices and Doctrine in Afghanistan](#) », Royal Military Academy in Sandhurst, 2009.

104. Élie Tenenbaum, *The Battle over Fire Support: The CAS Challenge and the Future of Artillery*, Paris, IFRI Laboratoire de recherche sur la Défense, octobre 2012, p. 36.

française était intégrée. Enfin, il y a une tendance prononcée à la bunkerisation à l'intérieur des bases d'opérations avancées fortifiées et placées sous le parapluie protecteur des obusiers, ce que Hogard et Trinquier souhaitaient explicitement éviter¹⁰⁵. Les officiers français parlent alors « d'américanisation ».

LA DOCTRINE FRANÇAISE ACTUELLE DE CONTRE-INSURRECTION (COIN)

L'armée française a mis fin à son déploiement en Afghanistan fin 2012. En avril 2013, elle a publié un texte conjoint, *Contre-insurrection*. *Contre-insurrection* a beaucoup de points communs avec la *Doctrine de contre-rébellion* de 2009, bien qu'il s'agisse d'un texte plus riche qui témoigne d'une méditation plus profonde sur les réalités des opérations postcoloniales et les implications pour les « forces d'intervention » opérant dans un pays hôte souverain. On y voit enfin un changement majeur par rapport à la doctrine coloniale. Théoriquement, *Contre-insurrection* a une profonde pertinence pour les activités françaises actuelles au Mali et apporte un bon éclairage sur ce que font les Français.

Pour être clair, ce texte refait le tour d'un terrain familier : Gallieni, Lyautey et le panthéon des théoriciens de la contre-insurrection de l'ère indochinoise y figurent tous. Il approuve les taches d'huile, le quadrillage et le ratissage, et parle d'unités nomades conçues pour apporter l'insécurité aux insurgés en dehors des taches d'huile. Pourtant, le texte s'intéresse à leur pertinence pour les conflits du XXI^e siècle et indique clairement que le contexte de cette politique a changé. La France n'est plus dans une logique de « pacification » :

La méthode historique de la « tache d'huile », inventée par Gallieni lors des campagnes de pacification, n'est plus directement transposable et doit être actualisée. D'une part, cette méthode correspondait alors à un objectif de conquête qui n'est plus l'objectif actuel. D'autre part, les effectifs réduits des troupes terrestres d'intervention ne permettent plus de réaliser ce type de

105. *Ibid.*, p. 36.

manœuvre sans dégarnir dangereusement les zones sécurisées. Or il est extrêmement préjudiciable à l'action de la Force qu'une zone sécurisée retombe aux mains des insurgés¹⁰⁶.

Ce texte est révélateur. D'abord, il ne s'agit plus de colonisation, qui était l'objectif de l'occupation progressive du Maroc par Lyautey. Ensuite, l'armée française en 2013 était de moitié moins importante que juste avant la fin de la guerre froide. Sans le dire directement, *Contre-insurrection* reconnaît qu'il n'y aura plus de guerres à l'échelle de l'Indochine, et encore moins de l'Algérie. Désormais, le modèle est l'opération Bison et la guerre au Tchad.

De manière critique, le document reprend le thème de la politique, sur lequel Galula et sa génération avaient insisté. Comme l'explique *Contre-insurrection*, le fait que l'intervention soit désormais destinée à aider une nation souveraine plutôt qu'à la conquérir, ne signifie pas nécessairement que la contre-insurrection n'a pas d'aspect révolutionnaire :

la contre-insurrection exige un objectif politique clair qui s'appuie sur un projet rénové de « contrat social » pour le pays ou la région considérée, afin de concurrencer le projet insurgé. Elle ne peut se contenter de rétablir, ni même seulement de consolider, l'ordre existant, qui a montré ses limites en laissant émerger et se consolider une insurrection. Elle pose les questions du degré possible et souhaitable de réforme de la société locale, ainsi que celle des ressources disponibles et consenties pour cette rénovation du « contrat social »¹⁰⁷.

La différence réside dans le fait que, dans le contexte postcolonial, c'est à la nation hôte de définir et de conduire sa révolution. Il est intéressant de noter que la doctrine répond à la préoccupation de Hogard concernant l'absence d'une idéologie claire, qui pourrait contrer le message révolutionnaire des insurgés. Oui, il doit y avoir une vision de ce pour quoi on se bat. Mais une fois encore, cette vision ne peut être créée par les forces d'intervention.

106. Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations, *Contre-insurrection*, Paris, Ministère de la Défense, 2013, p. 57.

107. *Ibid.*, p. 19.

Contre-insurrection définit le rôle des forces d'intervention dans les termes les plus étroits que nous ayons vus jusqu'à présent :

À la grande différence de la « pacification » des expériences passées, la contre-insurrection vise à recréer les conditions qui permettent la restauration du lien social au sein d'une nation hôte souveraine. Les forces d'intervention [c'est-à-dire les forces d'intervention étrangères, par opposition aux forces du pays hôte] ne cherchent pas à imposer un ordre allogène, à conquérir et à rester dans le pays hôte, mais plutôt à transférer le plus tôt possible la responsabilité de la sécurité aux forces autochtones. *Elles n'agissent qu'en appui d'une structure politique locale. Dans tous les cas, c'est ce système politique autochtone qui oriente, voire contraint leur action*¹⁰⁸.

La nation hôte doit être l'auteur de la vision politique qui guide l'action politique. Depuis Gallieni, cette vision politique a été identifiée comme la partie la plus importante de l'approche globale qui est au cœur de la doctrine COIN. La force d'intervention occupe désormais le siège du passager.

Il s'ensuit, bien sûr, que seul un gouvernement légitime pourra réussir. « Seul un pouvoir autochtone légitime aux yeux de la nation hôte peut conduire ce projet politique alternatif » selon ce document¹⁰⁹. Compte tenu de l'importance de la légitimité de la nation hôte, *Contre-insurrection* – contrairement à la *Doctrine* de 2009 et, dans une bien plus large mesure, à la doctrine américaine de 2006 en matière de contre-insurrection, à laquelle *Contre-insurrection* doit manifestement beaucoup – réduit l'espace dans lequel la force d'intervention peut opérer. Ce faisant, il rompt quasiment avec la vision de l'armée coloniale en place depuis Lyautey et la tradition des Bureaux arabes, des groupements administratifs mobiles opérationnels utilisés en Indochine et des sections administratives spécialisées employées en Algérie. Le document explique que la force intervenante doit :

- Respecter la prééminence du système et des décisions politiques du pays hôte ;

108. *Ibid.*, p. 31. Souligné par l'auteur.

109. *Ibid.*, p. 19.

- Comprendre l'interaction extrêmement forte entre leur action et la nature politique de la contre-insurrection ;
- Favoriser l'adhésion des responsables locaux et de la population au processus politique de réconciliation ;
- Soutenir (et parfois renforcer) la légitimité des pouvoirs publics, notamment celle des forces de sécurité locales, en saisissant toutes les opportunités pour améliorer leurs capacités, promouvoir leur éthique, les responsabiliser et les mettre en valeur aux yeux de la population ;
- Valoriser et assurer la protection des élites locales loyalistes (dans la mesure où elles sont exemplaires), car elles constituent le meilleur relais au sein de la population de la contre-insurrection et de l'alternative politique portée par le gouvernement autochtone ;
- Montrer une grande fermeté vis-à-vis des autorités locales de tous niveaux qui n'auraient pas un comportement respectueux des droits de leur population¹¹⁰.

Si les forces d'intervention ne doivent pas donner un chèque en blanc aux pouvoirs locaux, elles doivent néanmoins leur confier une grande partie du travail associé à l'approche globale. Cela revient trop souvent à maintenir le *statu quo*, ce qui contredit l'impératif de construire un avenir meilleur que le *statu quo ante*. Par ailleurs, le texte indique qu'il ne faut pas recruter de forces locales ou de milices, sauf si cela est nécessaire. Si l'on doit utiliser des milices, elles doivent être contrôlées. En ce qui concerne les cœurs et les esprits, les Français semblent avoir réduit leurs campagnes de guerre psychologique de l'époque algérienne à un engagement civilo-militaire, tel que la distribution de ballons de football et les visites médicales. L'objectif de l'engagement civilo-militaire semble être tactique et principalement destiné à faciliter les relations entre la force et la population locale. Étant donné que les opérations militaires coexistent généralement avec des activités de développement menées par des organisations

110. *Ibid.*, p. 31-32.

civiles gouvernementales ou non gouvernementales, on peut présumer que l'engagement civilo-militaire complète tout au plus leurs efforts, mais qu'il est peu probable qu'il prenne la tête du développement¹¹¹.

Contre-insurrection laisse une question majeure sans réponse : Que se passe-t-il si la nation hôte n'est pas à la hauteur du défi et capable de concevoir et de promouvoir un projet politique alternatif qui améliorerait le *statu quo ante* et couperait l'herbe sous le pied des insurgés ? Et si elle fait de mauvais choix, du point de vue de la nation intervenante ? Les coups d'État successifs au Mali et les malentendus entre les dirigeants maliens et français au sujet des négociations avec les djihadistes ou la mise en vigueur de l'accord d'Alger démontrent que Bamako et Paris agissent selon des priorités et des rythmes différents. Comme l'a expliqué Guichaoua, l'espoir que la nation hôte puisse « s'approprier » les politiques prescrites par les ministères français et d'autres étrangers semble, au mieux, hasardeux. Une telle approche ne tient pas compte du fait que l'intervention internationale, par définition, sape la légitimité déjà fragile de la nation hôte et rend les tensions entre elle et ses aides potentielles presque inévitables. Il n'est pas surprenant, selon Guichaoua, que les manifestants maliens se focalisent souvent sur la question de la souveraineté nationale¹¹².

Il existe un autre problème qui n'échapperait sans doute pas aux officiers français : la doctrine énoncée par *Contre-insurrection* abandonne dans une large mesure la « liberté d'action ». La doctrine militaire française depuis Foch élève la liberté d'action au rang de « principe de la guerre¹¹³ ». Désormais, les opérations

111. Le colonel Armel Dirou, dans ses mémoires sur son séjour en République centrafricaine, fait plusieurs fois référence à ses efforts pour se coordonner avec les organisations non gouvernementales et, dans la mesure du possible, les aider (Dirou, *Dix mille vies à sauver*, op. cit.).

112. Guichaoua, « The Bitter Harvest of French Interventionism in the Sahel », op. cit., p. 910.

113. Maréchal Ferdinand Foch, *Des principes de la guerre*, Paris, Économica, 2007). L'expression la plus récente des principes de la guerre de Foch tels que la « liberté d'action » dans la doctrine française est Armée de terre, *Action terrestre future*, Paris, Ministère de la Défense, 2016, p. 22.

françaises sont soumises à l'agenda, aux intérêts et au rythme du pays hôte. Les Français mènent leurs opérations militaires selon leur propre rythme, mais le travail le plus critique, dont dépend le succès final de toute l'entreprise, est entre les mains des locaux.

OPÉRATION BARKHANE : COMMENT LES FRANÇAIS MÈNENT UNE CAMPAGNE CONTRE-INSURRECTIONNELLE

En janvier 2013, la France est intervenue militairement au Mali pour arrêter puis inverser une offensive des forces djihadistes. Elle a déployé une brigade (environ 4 000 soldats). L'intervention, connue sous le nom d'opération Serval, s'est déroulée de manière remarquablement conventionnelle, à la joie presque palpable des militaires français, qui ont pu mener le type de guerre de manœuvre à haut rythme pour lequel ils ont été entraînés¹. En 2014, cependant, les islamistes armés qui ont survécu à Serval ont commencé à mener une campagne asymétrique contre les forces françaises, maliennes et onusiennes. Serval, ainsi que la vieille opération Épervier au Tchad, ont été intégrées à Barkhane, qui a pour zone d'opération la quasi-totalité du Sahel, de la Mauritanie au Tchad. Si, au départ, 3 500 soldats étaient affectés à Barkhane, ce nombre a lentement augmenté pour atteindre 5 100 soldats au début de 2020. Ils sont soutenus, à partir de septembre 2021, par 7 avions de chasse, 6 drones Reaper armés et 20 hélicoptères². Barkhane reçoit également le soutien de certaines nations européennes, notamment sous la forme d'hélicoptères, ainsi que le soutien logistique et de renseignement américain. La France tente d'internationaliser davantage Barkhane par le biais de la Task Force Takuba, qui mobilise 600 forces d'opérations spéciales fournies par plusieurs nations européennes.

Barkhane est bien plus difficile que Serval. Les groupes armés ont puisé leur force dans les conflits et les ressentiments locaux,

1. Pour une discussion détaillée de Serval en anglais, voir Michael Shurkin, *France's War in Mali: Lessons for an Expeditionary Army*, Santa Monica, RAND Corporation, 2014. Les lecteurs français peuvent se prévaloir de l'excellent mémoire du premier commandant de Serval, le général Bernard Barrera, intitulé *Opération Serval*, Paris, Seuil, 2015 ; et de Jean-Christophe Notin, *La Guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014.

2. Ministère des Armées, « [Opération Barkhane](#) », 13 septembre 2021.

et leur combat s'est transformé en insurrections se chevauchant de plusieurs communautés³. La crise s'est échappée du nord du Mali et a embrasé le centre du pays, le Burkina Faso et certaines parties du Niger. Que la France ait eu ou non l'intention de mener une campagne contre-insurrectionnelle ou qu'elle mène ses opérations d'une manière conforme à la doctrine COIN, elle combat bien des insurrections au Burkina Faso, au Mali et au Niger, aux côtés des forces de sécurité de ces trois pays ainsi que de la Mauritanie et du Tchad. À en juger au moins par les données sur les incidents violents publiées par le *Armed Conflict and Event Data Project* ainsi que par les rapports périodiques du secrétaire général de l'ONU, les Français et leurs alliés locaux perdent du terrain⁴.

Quant à ce que les Français font et comment ils le font, les déclarations officielles font allusion à la contre-insurrection. L'objectif, tel qu'il est énoncé par le site web du ministère des Armées, est le suivant :

La stratégie sahélienne de la France vise à ce que les États partenaires acquièrent la capacité d'assurer leur sécurité de façon autonome. Elle repose sur une approche globale (politique, sécuritaire et de développement) dont le volet militaire est porté par l'opération Barkhane, conduite par les armées françaises⁵.

En d'autres termes, la France veut simplement amener la situation au point où elle peut laisser les forces locales s'en occuper – elle n'aspire pas à mener la pacification du Sahel ou à vaincre les djihadistes. Quant à sa stratégie, si l'expression « approche globale » rappelle Gallieni et Lyautey ou le plus récent *Gagner la bataille*, la réalité est que l'armée française s'est assigné un rôle limité, en cohérence avec *Contre-insurrection*. Cela ne signifie pas que la France a abandonné l'approche globale, mais seulement

3. Mamadou Bodian, Aurélien Tobie et Myriam Mareuding, « [The Challenges of Governance, Development and Security in the Central Regions of Mali](#) », *SIPRI Background Paper*, 4, mars 2020 ; Human Rights Watch, « [Mali: Militias, Armed Islamists Ravage Central Mali](#) », 10 février 2020.

4. Voir par exemple : U.N. Security Council, « [Situation in Mali: Report of the Secretary-General](#) », 1^{er} octobre 2021.

5. Ministère des Armées, « Opération Barkhane », *op. cit.*

que les militaires français se sont retirés de l'essentiel de ce qu'elle implique. Le reste repose sur les épaules d'autres composantes du gouvernement français, de ses partenaires internationaux et, surtout, des gouvernements sahéliens. Parmi ces entités figurent l'Agence française de développement, la Coalition pour le Sahel et le G5 Sahel qui, avec les encouragements de la France, s'efforce d'améliorer la gouvernance parallèlement à son travail de réforme du secteur de la sécurité⁶.

L'amélioration de la gouvernance a été l'un des thèmes mis en avant par la France au sommet de Pau en janvier 2020, où elle a montré à quel point elle misait sur le G5 Sahel pour organiser et renforcer les actions des gouvernements sahéliens ainsi que confirmer la légitimité des actions françaises. La France agit en tant que partenaire et non en tant qu'envahisseur. Le président français Emmanuel Macron a souligné ce point une nouvelle fois en juin, lorsqu'il a convoqué les dirigeants du G5 Sahel pour un sommet en Mauritanie, et qu'il leur a demandé d'affirmer leur soutien à Barkhane et à la stratégie de la France – et de répondre ainsi à la montée du sentiment anti-français dans leurs propres pays⁷. Les Français ont également répété, lors du sommet de juin, que la stratégie de la « Coalition pour le Sahel » comptait quatre piliers : « l'action antiterroriste » et « le renforcement des capacités militaires » bien sûr, mais aussi « l'appui au retour de l'État et des autorités gouvernementales sur l'ensemble du territoire » et « l'aide publique au développement »⁸.

Une grande partie du travail incombe toutefois aux pays hôtes. Il s'agit notamment d'établir et de renforcer la légitimité, ainsi que de rallier le soutien populaire, c'est-à-dire de gagner les cœurs et les esprits. En ce qui concerne la contribution de la France et de ses

6. Pour un aperçu des efforts français visant à améliorer la gouvernance et à favoriser le développement économique au Sahel, voir Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, « [France's Action in the Sahel](#) », avril 2020. Pour un aperçu des projets de l'Alliance Sahel, voir Alliance Sahel, « [The Projects](#) ».

7. Reuters, « [Sahel Summit Agrees Need to Intensify Campaign Against Jihadists](#) », *VOANews*, 30 juin 2020 ; Alex Thurston, « [Notes on Yesterday's G5 Security Summit in Nouakchott, Mauritania](#) », *Sahel Blog*, 1^{er} juillet 2020.

8. « [G5 Sahel: The Coalition Is in Place](#) », *Gouvernement*, 1^{er} juillet 2020.

partenaires, on se souvient des observations de Guichaoua sur la façon dont les bureaucraties françaises ont écarté l'approche politique, favorisée par les théoriciens de la contre-insurrection des années 1950, au profit d'une approche ostensiblement apolitique et technique, même lorsqu'il s'agit de travailler avec des milices⁹. Avec pour conséquence que les Français sont passés de l'insistance sur la primauté de la politique à la recherche de la dépolitisation de ce qui est intrinsèquement politique.

La volonté de s'éloigner des activités ouvertement politiques et psychologiques qui caractérisaient autrefois la doctrine coloniale et contre-insurrectionnelle est logique dans le contexte postcolonial. Comment pourrait-il en être autrement ? Cela explique aussi, en partie, la réticence de la France à intervenir dans la politique malienne au niveau national, indépendamment du fait que la présence française est une intervention majeure *de facto* en soutien au régime malien. Et elle a flirté parfois avec les factions armées et utilise des mandataires locaux aux dépens de Bamako. S'il existe d'autres exemples d'ingérence française, il n'en reste pas moins vrai qu'elle a été occasionnelle et discontinue, et qu'elle ne ressemble en rien au type de manipulation en coulisses que l'on pourrait attendre d'un pays puissant dans un État fantoche. Les Français ne sont pas intervenus dans le putsch de juillet 2020 qui a renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta et, à ce jour, rien ne prouve qu'ils aient interféré dans la transition politique qui a suivi, si ce n'est qu'ils ont insisté pour qu'il y en ait une. Le deuxième coup d'État semble avoir lassé la patience de Macron. Il n'est pas intervenu, mais le coup a contribué à sa décision de réduire la présence française.

S'il y a des cas documentés qui montrent que les troupes françaises ont travaillé avec des milices pendant Serval et Barkhane¹⁰, cependant, d'un point de vue historique, leur recours aux milices au Sahel a été limité, et les hésitations de la France démontrent

9. Guichaoua, « The Bitter Harvest of French Interventionism in the Sahel », *op. cit.*, p. 907-909.

10. Rémi Carayol, « [À la frontière entre le Niger et le Mali, l'alliance coupable de l'armée française](#) », *Mediapart*, 29 novembre 2018.

une réelle ambivalence, ce qui représente un changement significatif par rapport aux approches coloniales. Après tout, les Français n'auraient pas de moyen plus rapide de faire pencher la balance en leur faveur que de recruter massivement des locaux dans des régiments supplétifs ou même directement dans des unités de combat, comme ils l'ont fait pendant toute la période coloniale et plus récemment en Indochine et en Algérie. Ce qui n'empêche pas Charbonneau de déplorer les quelques cas de collaboration avec les milices. Mon propos est simplement de distinguer les opérations françaises contemporaines des opérations historiques¹¹.

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure Barkhane se concentre sur les opérations de combat sans avoir le privilège de consulter les documents d'archives, notamment les rapports d'unités, dont jouiront les futurs historiens. Il faut donc se fier aux articles de presse et aux informations fournies par les militaires français eux-mêmes, comme les vidéos postées sur YouTube et les notes d'information quasi quotidiennes publiées sur le site internet du ministère des Armées. Celles-ci indiquent que l'armée française au Sahel partage son temps entre trois activités. La première et la plus évidente consiste en des opérations de combat qui semblent souvent prendre la forme d'opérations classiques de bouclage et de ratissage, facilitées par une grande mobilité¹². Les colonnes mobiles et les chameaux de l'époque coloniale ont été remplacés par des véhicules de combat d'infanterie ultramodernes, flanqués d'hélicoptères d'attaque Tigre et surveillés par des drones Reaper, mais les images vues dans

11. Charbonneau, « Sahel : la gouvernance contre-insurrectionnelle », *op. cit.*

12. Voir par exemple : France 24, « [Operation Barkhane: Malian, French Troops Work Together to Push Jihadists Out](#) », YouTube, 4 avril 2018 ; Armée française, « [\[Barkhane\] Au cœur de l'opération](#) », YouTube, 26 décembre 2019 ; AFP, « [Au Sahel, Barkhane bivouaque de nuit en terrain hostile](#) », YouTube, 20 décembre 2019 ; Olivier Santicchi, « [Force Barkhane: le quotidien du désert](#) », YouTube, 11 juillet 2018 ; BARKHANE ; Ministère des Armées, « [Bouclages, ratissages, fouilles et opération hélicoptérée pour le groupement tactique désert "Acier"](#) », 29 janvier 2020.

les reportages télévisés semblent très familières¹³. Ces opérations ont pour objectif immédiat de « neutraliser » les terroristes et de saisir les matériels essentiels comme les armes et les munitions. Elles servent également l'objectif opérationnel de forcer l'adversaire à rester en mouvement ainsi que de prendre et conserver l'initiative – un impératif dans la doctrine française. Cependant, les effectifs disponibles ne permettent pas de tenir un territoire ni de procéder par taches d'huile ou par quadrillage. L'idéal serait que les forces de sécurité locales le fassent à leur place mais leur incapacité à le faire représente un problème majeur. Elles sont trop peu nombreuses et manquent du type de mobilité qui permettrait de compenser leur nombre.

Tableau 1

Analyse des briefings de l'armée française (août 2016 – mars 2020)

Phrase ou mot-clé	Nombre d'occurrences	Nombre de documents
Aide médicale à la population	58	41
Au profit de la population	64	48
CIMIC	85	30
Civilo-militaire	161	100
Enfant	211	93
Enfant ET école	230	35
Population	618	279

La deuxième activité majeure des troupes françaises est la conduite de ce que les Français appellent l'engagement civilo-militaire – essentiellement des gestes de bonne volonté envers les populations locales : creusement de puits, fourniture de services médicaux, distribution de ballons de football, etc. Si l'on en juge du moins par les comptes de médias sociaux de l'armée française ainsi que par les reportages sur le sujet, les Français mettent un point d'honneur à promouvoir ces bonnes actions auprès des publics français et sahéniens. Le journaliste

13. L'armée française gère toujours une école de chameaux à Djibouti.

Rémi Carayol l'indique clairement dans un rapport cinglant qui oppose l'image promue par l'armée française à ses interactions brutales au sein d'une population lassée par sa présence¹⁴. Dans les 1 003 briefings que j'ai obtenus sur le site du ministère des Armées, datant d'août 2016 à mars 2020, j'ai trouvé des mots-clés associés à l'engagement civilo-militaire (appelé CIMIC) ou à la préoccupation pour la population locale dans un nombre important de documents (voir tableau 1).

Cependant, la fréquence de ces termes dans les documents français ne nous donne pas une idée exacte de la proportion des activités civilo-militaires par rapport aux opérations de combat que livrent les forces françaises. Des mots comme « ratissage » et d'autres associés aux opérations de combat apparaissent avec une fréquence similaire. Par exemple, le terme « neutraliser », que les Français utilisent pour décrire le fait de tuer des militants, figure 85 fois dans 67 documents. De plus, ces rapports reflètent ce que l'armée française souhaite que le public sache – ils ne reflètent peut-être pas exactement ce que Barkhane implique.

L'armée française aime à penser qu'elle est particulièrement douée pour les opérations de faible intensité, en grande partie en raison de son héritage colonial et de ce qu'on appelle la *French touch*, qui consiste à nouer des relations étroites avec les populations locales et à accepter le risque plus élevé que représente le fait de vivre parmi elles avec une protection minimale. Les forces françaises sont fières de leur aptitude à « l'interculturalité ». On entend souvent les officiers français reprocher aux Américains d'être trop préoccupés par la protection de leurs forces et d'être trop enclins à s'enfermer dans des véhicules blindés ou derrière les murs de leurs bases d'opérations avancées. Les Américains, disent-ils, sont également trop prompts à recourir à une puissance de feu massive. Cependant, quelques jeunes officiers et anciens officiers m'ont confié qu'ils pensaient que les vertus supposées de l'armée française n'étaient plus aussi évidentes. La protection des forces est devenue la priorité. En Afghanistan,

14. Rémi Carayol, « [Au Mali, les soldats français commencent à "fatiguer" les civils](#) », *Mediapart*, 7 mars 2020.

les Français ont appris à recourir rapidement à l'appui-feu pendant le combat, du moins après l'expérience de Kapisa. Ils ont opté eux aussi pour les gilets pare-balles, les véhicules blindés, la sécurité des bastions et l'appui-feu.

En outre, il existe une différence importante entre l'armée française d'aujourd'hui et la Coloniale : la durée des périodes de déploiement. Lyautey se plaignait que les officiers français ne servent que deux ans, ce qui était à peine suffisant pour accomplir le genre de travail non cinétique qu'il jugeait si nécessaire. Il fondait toute son argumentation en faveur de la réduction de la violence sur l'idée que les Français seraient là pour un certain temps et qu'il leur fallait donc vivre parmi les gens qui étaient l'objet de leur violence. On peut voir l'avantage des longues tournées dans les mémoires de Galula : il a pu faire tout ce qu'il a fait parce qu'il avait le temps. Aujourd'hui, les Français se déploient pour des périodes de quatre mois.

Enfin, la troisième activité majeure de Barkhane est la formation des forces locales. Les Français essaient clairement d'instaurer autant de distance que possible entre leur politique actuelle et les pratiques coloniales. Ils mettent notamment l'accent sur les mots « partenaire » et « partenariat ». Ils ont modifié l'expression appliquée à la formation des forces étrangères, passant de « assistance militaire opérationnelle » à « partenariat militaire opérationnel », dans le but précis de ne pas apparaître comme un grand frère colonial. Dans les notes de Barkhane publiées sur le site du ministère des Armées, on trouve rarement des références aux Forces armées maliennes sans que leur soient associés les termes « nos partenaires ». En effet, dans ma base de données de briefings, j'ai trouvé 326 documents qui contiennent les mots « Forces armées maliennes » couplés avec celui de « partenaire », mais seulement 19 documents dans lesquels « Forces armées maliennes » apparaissent sans le mot « partenaire ». En fait, 500 documents contiennent le mot « partenariat » et autant le mot « partenaire ».

Les Français ne suivent pas la tradition coloniale de lever des forces locales. Ils n'intègrent pas non plus les forces locales dans leurs propres rangs ni ne forment d'unités de supplétifs

ou de maquis dirigées par un officier et un sous-officier français selon le modèle historique. Au lieu de cela, en 2013, les Français ont confié le travail de formation de leurs forces de sécurité aux Maliens – une tâche dont ceux-ci s'acquittent mal – et laissé aux deux missions de formation de l'Union européenne : la European Union Training Mission au Mali et la EU-Training Mission au Mali, le soin de renforcer les compétences de combat des Maliens. Cela a été une erreur majeure, car les missions semblent avoir accompli très peu de choses à grands frais¹⁵. Elles ne remplacent pas un effort large et important pour reconstruire les services de sécurité du Mali, ni la pratique (coloniale) d'intégrer du personnel français dans des unités indigènes.

Les Français, frustrés par le manque de progrès de l'armée malienne et les défaillances de la mission, ont tenté d'améliorer la situation en renforçant le rôle de formation de Barkhane et en accompagnant semble-t-il plus souvent les unités maliennes sur le terrain. En 2019, en partie pour compenser la faiblesse de la mission, ils ont lancé la Task Force Takuba, qui cherche des partenaires européens capables de fournir des forces spéciales pour accompagner les unités maliennes¹⁶. Les motivations à l'œuvre derrière Takuba sont nombreuses, dont beaucoup n'ont rien à voir avec le Mali. La France cherche entre autres à renforcer ses relations avec différents membres de l'Union européenne, les nations nordiques en particulier. Elle désire aussi obtenir l'avantage d'avoir du personnel français pour escorter les unités maliennes au combat tout en évitant les associations coloniales de cette pratique en faisant appel à du personnel non français.

15. La meilleure critique récente des efforts de l'UE a été faite par Denis Tull, « [The European Union Training Mission and the Struggle for a New Model Army in Mali](#) », Research Paper 89, Paris, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 11 février 2020.

16. Pour la connexion entre Takuba et la frustration française avec la European Union Training Mission (EUTM), voir Anna Schmauder, Zoë Gorman et Flore Berger, « [Takuba: A New Coalition for the Sahel?](#) » *Clingendael Spectator*, 30 juin 2020.

CONCLUSION

L'affirmation du général Lecointre en janvier 2020 selon laquelle les militaires français savaient ce qu'ils faisaient au Sahel en raison de leur passé colonial est partiellement vraie. De nombreux officiers français, si ce n'est la plupart, ont une certaine familiarité avec cet héritage et la doctrine COIN qui en est issue dans les années 1950. Lyautey et Galula sont des lectures obligatoires dans les écoles militaires françaises, et les officiers français éprouvent une certaine affinité avec d'anciens héros d'Indochine, comme Bigeard et Hélie de Saint Marc. Deux officiers généraux m'ont conseillé de lire *Fort Saganne* (un roman haut en couleur sur un jeune officier dans le Sahara avant 1914). L'un d'eux avait servi à Serval, et l'autre à Barkhane.

Dans un récit à paraître du colonel Armel Dirou – que son auteur a aimablement partagé avec moi et dans lequel il évoque sa période de service en 2014 en République centrafricaine (opération Sangaris) – il parle de la lecture de Lyautey et la décrit comme une « inspiration¹ ». Il est clair également – et révélateur – que l'application de « l'esprit » de Lyautey ne s'est pas traduite par un plan d'action spécifique, au-delà d'une prise de conscience de l'importance critique de s'occuper de la population locale. En fait, dans la même page où il cite Lyautey, Dirou explique comment il a essayé d'agir dans l'esprit de Lyautey en s'appuyant sur la doctrine américaine. Plus précisément, Dirou a adopté l'approche des équipes de reconstruction provinciales américaines en Afghanistan, destinée à guider le travail de développement et la fourniture de services².

1. Dirou, *Ten Thousand Lives to Save*, op. cit., p. 28.

2. Dirou explique : « L'acronyme SWEAT MS CREG fournit l'aide nécessaire pour atteindre les résultats que je voulais atteindre. Par conséquent, j'ai réfléchi sur ces onze domaines : Assainissement / Eau / Électricité / Universitaire / Déchets / Médical / Sécurité / Communication / Religion / Économie / Gouvernement. L'objectif était de définir les "fins" de la mission, les "moyens" que je souhaitais employer et les "moyens" pour produire mes effets désirés » (Dirou, *Ten Thousand Lives to Save*, op. cit., p. 28).

L'américanisation de l'armée française prend plusieurs formes. Ce qui est colonial dans les activités de Dirou, ce sont certaines pratiques : il a dirigé une force sous-dimensionnée avec un soutien calculé comme étant à peine suffisant ; il a dû prendre des risques considérables ; et il a bénéficié du privilège discuté de l'autonomie laissée par ses supérieurs (subsidiarité). Par ailleurs, son livre montre clairement que ce n'est pas son souci des besoins de la population locale qui a le plus contribué à la réussite de sa période de service mais plutôt la compétence au combat de sa force mixte de légionnaires et de troupes alpines qui s'est avérée décisive.

Barkhane est une opération militaire clairement axée sur la sécurité – en dépit de la rhétorique sur l'approche globale et les tactiques partagées avec les campagnes contre-insurrectionnelles. S'il existe un indéniable air de famille entre Barkhane et les campagnes coloniales de la Belle Époque, il est superficiel. Les militaires français se sont retirés des activités politiques pour se concentrer exclusivement sur les opérations de combat. Des preuves anecdotiques suggèrent que les activités de l'armée française sont encore moins axées sur les cœurs et les esprits que ne le recommande la doctrine. Un officier supérieur a déploré, par exemple, que l'armée française distribue des médailles pour le combat, mais pas pour l'engagement civilo-militaire ou pour récompenser un effort de désescalade qui a permis d'éviter le recours aux armes. Galula faisait la même observation 50 ans plus tôt : il se plaignait de n'avoir reçu aucune récompense pour son travail de pacification, alors que c'était le succès de ce travail qui l'avait empêché de participer à des batailles qui auraient pu lui valoir des médailles³. Compte tenu du contexte postcolonial dans lequel opère l'armée française, les objectifs de Barkhane sont toutefois appropriés.

Quant à la stratégie française globale, la critique selon laquelle elle est trop axée sur la sécurité semble valable. Cependant, il est difficile d'évaluer avec précision les proportions relatives du volet civil et du volet militaire de l'effort,

3. Galula, *Pacification in Algeria*, *op. cit.*, p. 65, 179.

étant donné le nombre d'entités impliquées dans le premier et la visibilité beaucoup plus grande du second. Il y a beaucoup de personnes et d'organisations qui font beaucoup de choses pour soutenir l'approche globale de la France. Savoir à quoi tout cela correspond est un défi. À en juger par ce qui s'est passé en Afghanistan, le tout peut être inférieur à la somme des parties. Cela dit, la stratégie française souffre des mêmes contradictions internes dont ont pâti de nombreuses interventions militaires postcoloniales. Le succès des opérations de la France dépend de changements politiques qu'elle refuse d'imposer elle-même, et fréquemment, ses actions servent à perpétuer un désengagement politique qui est un moteur principal de conflit. Tout en aspirant à être apolitique et en refusant de s'immiscer dans les affaires intérieures de nations souveraines, la France, consciemment ou non, affecte profondément le paysage politique. De plus, par son intervention, elle risque de saper la légitimité de la nation hôte aux yeux de la population.

Tous les officiers de l'armée française et les fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères diront que l'action militaire ne mène à rien en dehors d'un cadre politique approprié, et que les opérations de sécurité peuvent être nécessaires mais ne sont jamais suffisantes pour favoriser une paix durable. Cependant, ils ne savent pas comment agir politiquement sans être politiques. Comme l'a observé Guichaoua, ce dilemme s'exprime par une tendance à adopter une approche ostensiblement apolitique et technique des activités liées à la contre-insurrection. La préoccupation pour la politique est remplacée par une attention à la gouvernance, généralement comprise en termes de prestation de services. Gian Gentile et d'autres détracteurs de la COIN ont souligné que cela revenait à construire une nation, ce qui, selon eux, n'est pas du ressort de l'armée américaine⁴. Quand bien même, la construction d'une nation ne consiste pas à fournir des services. Il s'agit plutôt d'idées, d'identités, de culture et de politique.

4. Gentile, *Wrong Turn: America's Deadly Embrace of Counterinsurgency*, *op. cit.*

Ces contradictions internes ne sont pas l'apanage des interventions françaises, bien que les Français aient sans doute un avantage sur les Américains. Comme le démontre *Contre-insurrection*, les premiers sont conscients des différences fondamentales entre les contextes coloniaux et postcoloniaux et de l'inadaptation des approches coloniales aux conflits d'aujourd'hui. Ils comprennent que Galula, comme Trinquier, Hogard, Gallieni ou Lyautey, se battait pour étendre et préserver la domination coloniale. Ils comprennent aussi que la permanence de la présence française est leur meilleur argument pour convaincre les populations locales. Les lecteurs américains de Galula ont sans doute oublié le contexte colonial dans lequel il écrivait, tout comme ils semblent avoir négligé son intérêt pour la politique et l'idéologie. Ils ignorent, semble-t-il, le problème fondamental qui consiste à essayer de rallier une population à son camp, ostensiblement au nom d'un autre gouvernement, tout en s'abstenant de « s'ingérer » et en proclamant son intention de partir dès que possible.

La doctrine COIN est-elle toujours valide ? L'expérience française indique que la réponse est non, étant donné les contraintes politiques du monde postcolonial et l'impatience manifeste de Macron d'en finir avec la guerre – impatience partagée par Biden –, sans parler du refus des pays occidentaux d'y consacrer les ressources nécessaires, surtout quand ils en comprennent mal les enjeux. D'ailleurs, même si des ressources plus importantes y avaient été engagées, la réussite aurait nécessité une approche plus coloniale.

L'impossibilité de la « pacification » ne signifie pas que les interventions ne sont pas utiles. Il faut seulement avoir des ambitions plus modestes. Dirou, dans ses mémoires non publiées, fait référence aux arguments de Foch sur la nécessité de saisir les opportunités pour agir de manière décisive. À propos des conflits modernes, Dirou écrit : « On peut considérer qu'une bataille décisive est une bataille dont le produit est l'ouverture de possibilités stratégiques immédiates susceptibles d'influencer profondément et durablement le cours des événements⁵. »

5. Dirou, *Ten Thousand Lives to Save*, op. cit., p. 89.

Les Français au Sahel ne visaient guère plus que la création de « possibilités stratégiques » dans l'espoir que leurs partenaires les exploitent. La « victoire » selon cette définition demeure à la portée des pays occidentaux.

L'INTERVENTION FRANÇAISE AU SAHEL ET L'ÉVOLUTION DE LA DOCTRINE DE CONTRE-INSURRECTION

Dr Michael Shurkin

La critique des opérations militaires françaises dans la région du Sahel en Afrique soulève des questions sur l'héritage de l'armée française en matière d'opérations coloniales et de contre-insurrection (COIN) et sur sa pertinence aujourd'hui. L'armée française est l'héritière de pratiques et de doctrines issues des opérations coloniales du XIX^e siècle et de la guerre froide. Les caractéristiques communes des approches françaises sont une diminution de la focale sur les opérations militaires et la nécessité d'une approche centrée sur la population qui met l'accent sur les actions économiques, psychologiques et politiques destinées à consolider la légitimité de l'ordre politique colonial. Après la fin de la guerre d'Algérie en 1962, les Français ont maintenu certaines de ces pratiques tout en s'adaptant lentement au contexte politique postcolonial. L'opération Barkhane, qui a débuté en 2014, reflète cette nouvelle doctrine, c'est-à-dire que les militaires français se concentrent sur la sécurité laissant à d'autres le travail politique. Dans ce contexte, dans quelle mesure la doctrine COIN est-elle toujours valable ?

ÉTUDE – n° 90